

LES CAHIERS 19

NOV # 2025

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | STRATÉGIES POUR LA RÉvolution

DU 10
SEPTEMBRE
AU 18
DÉCEMBRE



NOS LUTTES
N'ONT PAS DE
FRONTIERES

ÉDITO NOS LUTTES N'ONT PAS DE FRONTIERES



18 septembre à Toulouse, 22 septembre à Turin (Italie), 29 août à Surabaya (Indonésie).

Début novembre nous en sommes déjà au quatrième gouvernement en moins d'un an ! Le dernier est tombé avant même de siéger ! Cette instabilité n'est pas un accident.

Elle provient de l'incapacité de plus en plus évidente du système parlementaire à contenir les contradictions du capitalisme et en premier lieu les antagonismes de classe.

Ces convulsions du système parlementaire passeront par différentes phases. Elles n'auront cependant, à terme, que deux issues possibles.

La première est la suppression de toute démocratie. Sa forme la plus probable serait le fascisme.

A l'échelle mondiale, la compétition économique se transforme en affrontements politiques et militaires et la bourgeoisie a besoin d'États-nations autoritaires et militarisés pour se maintenir au pouvoir. Les fascistes ne sont pas les moteurs de cette trajectoire. En revanche, dans tous les pays où ils disposent d'un parti, cette tendance peut les porter au pouvoir s'ils ne sont pas stoppés.

Il y a une autre issue possible : notre classe qui s'organise dans tous les quartiers et lieux de travail pour prendre en main les tâches politiques de la période, entraîner la majorité et se donner alors les moyens de renverser le capitalisme. C'est la seule possibilité de démocratie réelle, celle qui a régulièrement pris la forme des conseils ouvriers (de la Russie de 1905 et 1917 à la Hongrie de 1956 et l'Iran de 1979, en passant par l'Allemagne de 1918 et l'Italie de 1919).

C'est de ce point de vue qu'il faut analyser le mouvement qui s'est organisé autour de l'appel du 10 septembre¹.

Bloquons tout !

Alors que le gouvernement Bayrou annonçait un budget d'austérité historique en plein été, la riposte n'est pas venue des directions syndicales ou politiques mais d'un appel viral...

En quelques semaines, des assemblées locales se sont multipliées dans tout le pays, donnant corps à une dynamique de classe indépendante des directions traditionnelles.

Face à la crainte d'un mouvement incontrôlable, la bourgeoisie a sacrifié son propre gouvernement pour ramener la crise sur le terrain institutionnel.

Pourtant, malgré la chute du gouvernement et les manœuvres des directions syndicales, la mobilisation du 10 septembre a dépassé les attentes. Plus de 800 actions répertoriées, des secteurs en grève et des grèves locales et 250 000 manifestant·es.

Le 18 septembre, appelé cette fois par les directions syndicales, a amplifié la participation tout en affaiblissant l'autonomie.

Il y a une issue : notre classe qui s'organise dans les quartiers et les lieux de travail

C'est donc possible !

Le 10 septembre est une claque à tous les discours défaitistes à gauche qui font porter la responsabilité de la situation à... notre classe. Trop individualiste, sans conscience, passive etc.

Mais quand on l'appelle réellement au combat elle peut se lever. Et des initiatives minoritaires peuvent prendre un caractère de masse.

Cela n'est pas automatique mais les exemples de ce phénomène se multiplient : soulèvements populaires au Népal, Madagascar et au Maroc, grève de masse en solidarité avec la Palestine en Italie², millions sous le slogan No Kings aux États-Unis, grèves de masse en Grèce organisées à l'appel des familles de victimes d'un accident de train.

Il faudra, il faudrait plus de réseaux coordonnés ne serait-ce que pour faire remonter et visibiliser tout ce qui casse les discours dominants.

Car cette dynamique n'est pas uniquement celle des centres urbains. Des assemblées ont eu lieu dans les campagnes. Des communes autour de Rennes se sont organisées et ont monté un village avec chapiteau où se tenaient des assemblées quotidiennes pendant 10 jours. Cela a permis, grâce à la confiance accumulée, d'organiser dans la foulée une mobilisation locale à Piré-sur-Seiche pour empêcher le Canon français de Sterin de tenir un banquet d'extrême-droite dans un château de la commune.

Une alternative

A la différence des Gilets Jaunes, le mouvement du 10 a été très vite pris en charge par des réseaux militants, courants autonomes, collectifs de sans-papiers et la Marche des Solidarités, courants antifascistes, syndicalistes (généralement opposants aux directions), courants de la gauche révolutionnaire, membres de la France Insoumise...

Ce sont souvent elles et eux qui ont pris l'initiative des réunions, des assemblées pour ne pas rester dans le virtuel des réseaux sociaux d'où était sorti initialement l'appel.

Des assemblées locales ont eu lieu sur tout le territoire rassemblant en août plus de 15 000 participant-e-s dans au moins 150 communes. Des assemblées ont aussi eu lieu dans certains secteurs (culture, éducation, santé, travail social...).

Le 10 et le 18 des assemblées se sont tenues dans des lieux comme La Défense à Paris ou en lien avec le piquet de grève du plus grand centre logistique d'Amazon dans la région parisienne.

Ce sont donc ces milliers d'activistes radicaux qui ont permis concrètement la mobilisation de centaines de milliers de jeunes et de travailleurs et travailleuses. Qui ont fait chuter un gouvernement. Et effrayé les directions traditionnelles de la gauche. Ces directions qui mènent de défaites en défaites.

Des dizaines de milliers d'activistes pourraient devenir une direction alternative

Alors ?

1- Un mouvement de masse, un mouvement de notre classe, est possible. En France comme ailleurs.

2- Des milliers, des dizaines de milliers d'activistes, radicalisés, sur nos quartiers, dans nos lieux de travail, dans les écoles et universités, pourraient devenir une direction alternative aux directions traditionnelles.

Les deux points sont liés.

1- Le mouvement de masse est la clef. On ne changera pas le système par l'action d'une minorité, soit-elle constituée de dizaines de milliers. Que ce soit par les élections, des actions déterminées ou la grève dans quelques secteurs dits stratégiques.

Les raisons en sont simples. L'État est une structure de classe qu'on ne peut mettre au service de l'égalité et du bien commun. Surtout en période de crise du capitalisme.

Mais c'est aussi un outil de domination puissant de plus en plus militarisé. Nous avons besoin de toute la force collective de notre classe pour le renverser.

2- Cette mise en mouvement et surtout son organisation comme pouvoir collectif sur nos quartiers et lieux de travail dépend largement de l'intervention de dizaines de milliers de militant-e-s implanté-e-s et coordonné-e-s pour aller dans cette direction.

C'est un combat

Ces dizaines de milliers d'activistes sont actuellement loin de partager les analyses et stratégies permettant de faire des tests communs.

Il nous faut mener en particulier - en pratique et dans les arguments - le combat pour convaincre de la centralité de la question de classe et de l'importance de la grève. Pas seulement pour bloquer l'économie mais aussi comme moyen d'organisation, d'émancipation et de pouvoir collectif. Pas pour se cantonner à la lutte économique mais pour unir notre classe autour de luttes politiques, en premier lieu contre le racisme, le fascisme et la guerre³.

A ce titre, l'initiative lancée par la Marche des Solidarités, les collectifs de sans-papiers et collectifs de mineur-e-s isolé-e-s pour une journée de grèves, de blocages et de manifestations le 18 décembre est une opportunité pour construire unité et solidarité de classe.

Pour Lénine le parti révolutionnaire était l'opposé d'une armée de soldat-e-s

Quelle organisation ?

Une autre question essentielle est celle de l'organisation révolutionnaire. L'audience d'organisations aussi différentes que la France Insoumise, Révolution Permanente ou autres, montre que le besoin d'une direction politique radicale se développe.

Le théoricien sans doute le plus déformé (et contesté !) du parti révolutionnaire est le révolutionnaire russe Lénine.

Sa conception du parti a été présentée comme celle d'une armée disciplinée et se substituant à la classe ouvrière pour porter le parti au pouvoir.

Cette vision correspond assez bien, sous des formes différentes, à la logique de la plupart des organisations existantes, qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires.

Mais pour Lénine, le parti révolutionnaire à construire était l'opposé d'une armée de soldat-e-s suivant des chefs et se substituant au mouvement.

Il disait que ce devait être un parti de dirigeant-e-s, ultimement de centaines de milliers d'activistes, coordonné-e-s mais capable d'autonomie, implanté-e-s, légitimes, écouté-e-s dans tous les milieux, proposant et argumentant pour l'auto-organisation de classe et de masse et le renversement de l'État.

C'est pour cela que nous voulons renforcer l'autonomie de notre classe, c'est à-dire tout ce qui lui permet de se penser comme le seul pouvoir politique alternatif possible. Nous voulons faire grandir les rangs de celles et ceux qui, avec cette boussole, agissent, font les expériences, mènent les discussions, proposent des stratégies dans le mouvement et pour le mouvement en même temps qu'ils et elles se regroupent et élaborent au sein d'une même organisation.

A2C

1- Voir ci-dessous l'expérience du 20e arrondissement à Paris

2- Plus d'un million d'habitante.s de New York ont voté pour celui qui a déclaré après son élection : « New-York restera une ville d'immigré.e.s ! Une ville construite par les immigré.es. Qui marche grâce aux immigré.es. Et désormais dirigée par un immigré ! » Alors qui a raison : celles et ceux qui s'adaptent à l'opinion supposée en faisant des concessions au racisme et ne font que creuser un peu plus le sillon pour les fascistes. Ou celles et ceux qui lèvent clairement le drapeau ?

3- Voir articles sur notre site

POURQUOI CETTE REVUE, POURQUOI CE SOMMAIRE ?

Dans chacune de nos luttes comme dans la remise en question globale de la société, nous avons besoin d'élaborer des stratégies pour gagner. Ni les livres, ni les expériences passées ne donnent des réponses clés en main pour aujourd'hui, mais ils sont des outils incontournables pour les obtenir. Cette revue est donc un espace pour rendre explicites et lisibles les analyses que les militant·es d'a2c élaborent, et qui les amènent à défendre certaines stratégies. La théorie est pour nous inséparable de l'action militante : elle doit s'élaborer à partir des expériences réelles de la lutte des classes, des débats qui s'y posent, comme elle se teste dans les pratiques et les propositions militantes qui en découlent.

À A2C, nous partageons l'idée du socialisme par en bas. Nous pensons, comme Marx, que l'émancipation des travailleurs et des travailleuses dépend de l'œuvre des travailleurs et des travailleuses elles et eux mêmes. D'autre part, nous constatons comme lui que l'idéologie dominante défend les intérêts de la classe dominante. Cela nous mène à construire le mouvement tout en construisant notre organisation pour élaborer des stratégies révolutionnaires et politiser nos luttes. L'article **“Le socialisme par en bas comme vision de la révolution”** revient sur cette conception du changement par en-bas, et celui **“Que veut dire militer ?”** vous incite à découvrir les principales boussoles qui nous guident dans notre pratique révolutionnaire.

La séquence du 10 septembre, par ses assemblées « On bloque tout », ses grèves construites par les équipes syndicales de terrain, par les nombreux collectifs militants qui ont fait le choix de s'impliquer dans ce processus, a confirmé l'hypothèse qu'une direction alternative se forge à travers et pour chacune de ces luttes. Pour revenir sur cette dynamique, nous avons décidé de vous partager des **retours d'expériences de Marseille, Toulouse et Paris 20e**. Vous y découvrirez des témoignages de la combativité qui naît de l'auto-organisation de notre classe, et, face à l'offensive de la classe dirigeante, de la possibilité de nous battre sur le terrain politique en construisant la solidarité antiraciste.

L'émancipation de notre classe ne se fera pas sans son unité politique. Nous devons donc construire et soutenir toutes les luttes contre les oppressions systémiques. À l'approche des manifestations de fin novembre contre les violences de genre, nous proposons un dossier féministe. Nous nous questionnons : **la notion de consentement est-elle suffisante pour lutter contre les violences sexuelles dans une société patriarcale ?** Nous vous proposons ensuite une prise de position pour une **compréhension matérialiste de l'oppression homophobe et biphobe**. Enfin, nous vous partageons une introduction audio d'une camarade à propos de la **stratégie de la grève féministe**.

Mais pour préserver cette possibilité pour notre classe de se mobiliser et de se radicaliser, il est nécessaire d'éradiquer son ennemi mortel. Face au danger du fascisme, la riposte générale n'est pas encore à la hauteur. À comparaison, la **mobilisation antifasciste brestoise du mois de septembre**, en réaction à des attaques fascistes, est exemplaire. Pour construire cette riposte, nous défendons dans l'article « **Comment vaincre le fascisme** » la stratégie du front unique.

Avec les débats et l'émergence de grèves politiques, féministes, pour l'égalité de tous·tes, contre le racisme et en solidarité avec les migrant·es le 18 décembre à l'appel de la Marche des Solidarités, ou en soutien à la résistance du peuple palestinien, un cap important a été franchi pour nos luttes. Se mouvoir sur le terrain politique, c'est aussi défaire les frontières.

Dans la lutte internationaliste, comprendre **pourquoi Macron a argumenté pour la reconnaissance de l'État de Palestine** permet de conclure : continuons le combat !

Ils s'arment, on s'organise : à Paris, plus de 4000 militant·es étaient réuni·es début octobre contre la guerre. **Nos camarades présent·es vous racontent**. Et parce que la seule issue pour notre classe est de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, nous devons nous battre contre notre bourgeoisie et donc **contre toute forme d'intervention de l'État français en Ukraine**. Un audio vous attend.

Enfin, à A2C, nous sommes marxistes. Le marxisme est une conception du monde vivante et révolutionnaire ; c'est pour présenter ses concepts et leur utilité que nous tenons la rubrique « Pourquoi le marxisme ? » depuis le précédent numéro. Nous vous proposons cette fois-ci de découvrir **la théorie de la valeur**.

À vos marx, prêt·es, lisez !

LE GROUPE REVUE



Fernand Léger, *La grande parade*

LE SOCIALISME PAR EN BAS COMME VISION DE LA RÉVOLUTION¹

Le point de départ pour les révolutionnaires n'est pas leur propre volonté, mais la crise que porte en lui le système capitaliste. Par sa nature concurrentielle, le capitalisme est en proie à des secousses économiques qui se manifestent plus ou moins violemment. Mais derrière les oscillations périodiques du thermomètre économique se cache une tendance longue au déclin des taux de profits et des investissements, une crise de plusieurs décennies. La concurrence entre ces "frères ennemis" que sont les capitalistes en est exacerbée, elle dépasse la sphère du marché pour englober celle de la géopolitique et de la guerre. C'est ainsi que la course au profit se transforme en course à l'armement, que les merveilles techniques produites par les travailleur·euses se transforment en moyens de destruction retournés contre eux.

Le capitalisme porte en lui le désastre pour l'humanité. Si on lui laisse les mains libres dans sa quête aveugle de profits, la classe dirigeante nous mènera à la catastrophe générale.

La maladie gangrène même les classes possédantes qui deviennent de moins en moins capables d'assurer la stabilité de leurs régimes avec les institutions habituelles. C'est bien la première condition d'une révolution : une crise du régime.

Si les luttes des exploité·es et des opprimé·es ne sont pas à l'origine de la crise, elle en décident pourtant le dénouement. En étant passives, les classes dominées laissent le champ libre à la classe dirigeante pour régler ses problèmes, non pas en réparant l'existant, mais en entraînant la société dans une fuite en avant mortifère vers le fascisme et la guerre.

C'est lorsque la classe travailleuse et les opprimé·es répondent à la crise par en bas par une intensification de leurs luttes que la révolution devient possible. Pour Léon Trotsky, « *d'ordinaire*,

l'État, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. [...] L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées². »

En d'autres termes, la révolution c'est quand la classe travailleuse lutte avec assez de vigueur pour entraîner derrière elle les autres dominé·es et imposer sa propre solution à la crise du régime capitaliste.

Le rôle des révolutionnaires

Dans cette rencontre entre conditions objectives - la crise du régime - et conditions subjectives - la lutte massive de notre classe - qui déclenche la révolution, quel est le rôle des révolutionnaires ?

De la Russie en 1917 à l'Égypte en 2011, les organisations révolutionnaires ne sont quasiment jamais à l'origine du déclenchement de la révolution, dans le sens étroit du terme. Ce qui apparaît comme un paradoxe est en réalité tout à fait normal : le point de départ de la révolution est justement l'intervention directe de masses habituellement passives et sur lesquelles, jusqu'alors, les révolutionnaires n'avaient pour ainsi dire aucune influence directe.

Mais la révolution ne se résume pas à un instant de bascule, aussi décisif soit-il. Le premier "moment", comme la chute de Nicolas II en 1917, celle du Shah d'Iran en 1979 ou celle de Hosni Moubarak en 2011, ouvre toujours une nouvelle

période de lutte intense au sein du mouvement révolutionnaire qui compte désormais des millions de personnes. Les masses, qui entrent en révolution en sachant très bien ce qu'elles veulent renverser mais sans programme tout fait pour la suite, procèdent par ce que Trotsky appelle une « méthode d'approximations successives », où les différentes tendances politiques du mouvement devenu massif luttent pour imposer leur solution à la crise révolutionnaire. C'est cette période de lutte qui porta les Bolcheviks au pouvoir en 1917 en Russie, les Islamistes en Iran en 1979, et qui s'acheva par le coup d'État contre-révolutionnaire de l'armée égyptienne en 2013.

Les périodes qui précèdent les révolutions sont également des périodes de lutte intense au sein du mouvement : une révolution devient possible au bout d'une période plus ou moins longue de montée des luttes syndicales et politiques où une partie significative de la classe travailleuse acquiert une expérience de combat sur ses lieux de travail et dans ses quartiers, goûte aux victoires et aux défaites, et en tire des leçons politiques et stratégiques. C'est en intervenant dans ces mouvements, en les construisant par en bas et en y luttant que les révolutionnaires « préparent la révolution ».

Réformistes et révolutionnaires, par en haut et par en bas

Le clivage fondamental entre révolutionnaires et réformistes ne se trouve pas dans les contenus, plus ou moins radicaux, des programmes immédiats. Comme le montre Rosa Luxemburg dans sa polémique contre Bernstein³, le dirigeant de la première tendance réformiste du parti social-démocrate allemand (SPD), la différence principale entre révolutionnaires et réformistes réside dans leur appréhension des luttes de la classe travailleuse : ces derniers la voient comme un moyen d'appuyer la lutte au parlement, dans les ministères, bref, au sein des institutions de l'État, qui apportera le vrai changement.

Quant aux révolutionnaires, iels voient la lutte du prolétariat comme l'école de la révolution, comme l'arène où une fraction significative de la classe apprend à s'auto-organiser, acquiert l'expérience de la grève et de la lutte politique en vue de devenir le sujet de sa propre émancipation, c'est-à-dire en vue de prendre le pouvoir pour renverser l'État capitaliste.

Ces conceptions diamétralement opposées du changement se retrouvent dans les manières de s'organiser. Lénine décrivait le parti travailliste britannique (Labour) comme un parti bourgeois-ouvrier : d'un côté, il représente réellement le désir et l'espérance de changement d'une grande partie de la classe ouvrière. De l'autre, tout son appareil, du groupe parlementaire aux directions syndicales qui le financent, est orienté vers la crédibilité bourgeoise, la négociation avec la bourgeoisie, le compromis avec la bourgeoisie.

Bien que ses formes particulières puissent varier selon les contextes historiques, politiques et culturels, nous pouvons dégager des fondamentaux de l'organisation réformiste : un pied

dans le mouvement car là se trouve sa base sociale et son moyen de pression supposé sur la bourgeoisie, un pied dans les institutions de l'État bourgeois car c'est là que la lutte véritable a lieu. Cela donne une organisation certes présente sur le terrain, mais dominée in fine par son appareil bureaucratique permanent, parlementaire ou syndical, qui est conçu pour être imperméable à la pression du mouvement, y compris à celle venant de ses propres militant·es.

Deux séquences récentes de la lutte politique et syndicale en France illustrent l'action réformiste : le lendemain de la dissolution de l'assemblée

en 2024 a vu des centaines de milliers de personnes manifester contre le racisme et le danger fasciste incarnés par le RN. Il y avait là le potentiel d'un mouvement de masse antifasciste pour enfin faire reculer le RN - mais le NFP et les directions syndicales ont tout fait pour le canaliser vers une campagne électorale "programme contre programme" qui n'a pas plus permis d'enrayer le développement du RN qu'elle n'a permis d'obtenir un gouvernement "de gauche".

La séquence allant de la préparation du 10 septembre au 2 octobre 2025 a vu un mouvement s'organisant par assemblées générales appeler à tout bloquer le 10 septembre, faisant chuter un gouvernement (crise du régime...) et obligeant les directions syndicales à s'y joindre pour le noyer en empêchant le développement de convergences autonomes entre des bases syndicales et le mouvement "bloquons tout".

La lutte des révolutionnaires contre le réformisme

Si ces deux séquences illustrent bien l'allerie du réformisme (politique et syndical) aux expériences autonomes du mouvement de la classe travailleuse, ils mettent aussi en valeur la problématique principale à laquelle font face les révolutionnaires : hors période de révolution, la grande majorité du mouvement suit les directions réformistes.

Ce n'est pas que ces dernières soient particulièrement séduisantes, mais parce que le réformisme, en tant que pratique politique, exprime le manque de confiance de la classe travailleuse en ses propres capacités à s'organiser et à lutter politiquement pour la transformation définitive de la société. Quoi de plus normal pour les membres d'une classe exploitée, aliénée et humiliée quotidiennement sous le capitalisme ! C'est ce qui permet aux politiciens réformistes et aux directions syndicales de trahir tout en gardant la crédibilité nécessaire pour pouvoir trahir à nouveau.

Seule l'expérience du mouvement, de la lutte collective, de ses discussions tactiques et stratégiques, peut permettre à des sections significatives de notre classe de dépasser sa condition de victime du capitalisme pour se voir comme son bourreau - dépassant par le même processus les directions réformistes.

La lutte des révolutionnaires doit donc favoriser, au quotidien, le mouvement comme école de la révolution pour le plus grand nombre. Cela

Les organisations révolutionnaires sont loin d'être immunisé·es contre la pression du réformisme.

veut dire construire le mouvement pour le faire gagner par en bas, et y défendre les intérêts de la classe travailleuse dans son ensemble. C'est dans ce cadre que la lutte contre le réformisme a lieu : comme le réformisme a un pied sur le terrain et dans la conscience de la majorité de notre classe, c'est une lutte aux côtés des réformistes sincères sans cacher nos différences, en essayant de démontrer par la pratique et au plus grand nombre la supériorité des stratégies révolutionnaires, sur les quartiers et sur les lieux de travail. C'est le penchant pratique de la simple et nécessaire dénonciation des trahisons des directions réformistes.

Quand les révolutionnaires font par en haut

Les organisations révolutionnaires sont loin d'être immunisé·es contre la pression du réformisme. Cette dernière se manifeste de différentes manières, mais à toujours pour effet de ramener les organisations révolutionnaires à des raccourcis et des pratiques par en haut.

Par exemple, le travail au sein des appareils bureaucratiques syndicaux avec pour objectif d'en prendre la tête pour les orienter vers des positions plus radicales. Ce n'est pas une question de posture : pour gravir les échelons bureaucratiques, il faut faire des compromis avec cet appareil et y manœuvrer en coulisses au lieu de mener ses luttes au grand jour.

Ou encore, on peut se réfugier dans la croyance que c'est le parti qui fait la révolution, donc que le mouvement ne sert qu'à construire le parti. Cela mène concrètement à la constitution de "fronts" du mouvement (AG intersyndicales, collectifs antiracistes, sections syndicales, etc.) techniquement verrouillés et contrôlés a priori par les organisations révolutionnaires, au lieu de gagner la direction du mouvement par la lutte ouverte contre le réformisme et la démonstration

au plus grand nombre de la supériorité des stratégies révolutionnaires.

Enfin, un autre travers est celui du sectarisme, de se détacher du mouvement pour y construire une organisation à sa marge, avec ses codes bien définis et sa volonté de mettre en avant, en toute occasion, ce qui la distingue du reste de la classe plutôt que ce qu'elle a en commun.

Pourquoi nous organiser en tant que révolutionnaires ?

Les révolutionnaires s'organisent séparément du reste du mouvement, tout en y étant implanté·es, contribuant à le construire et participant aux débats stratégiques qui s'y imposent pour le faire gagner.

Nous nous organisons séparément car le mouvement seul (le syndicat, le collectif de quartier, etc.) ne permet pas aux individus de se forger une vision globale de la situation politique ni de s'imprégner des expériences plus avancées menées dans d'autres sections du mouvement, à d'autres moments ou dans d'autres pays. Une organisation révolutionnaire doit permettre à ses militant·es d'aborder les problématiques spécifiques du mouvement d'un point de vue global qui intègre les leçons apprises par d'autres parties de la classe.

L'organisation révolutionnaire doit donc à la fois apprendre du mouvement et apporter au mouvement. C'est ce souci qui doit guider ses débats théoriques et ses décisions stratégiques et organisationnelles... dont la justesse sera vérifiée par la pratique dans le mouvement. C'est une organisation de combat implantée dans les collectifs, les quartiers et les lieux de travail, car c'est là que notre classe vit, lutte et apprend.

JAD BOUHAROUN (A2C 18E)

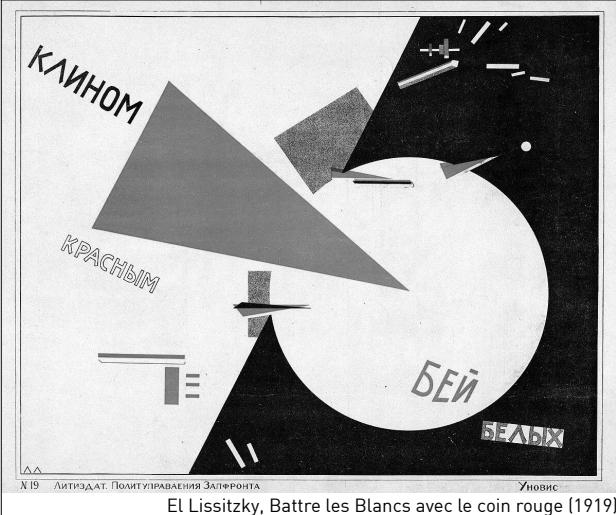
1 - Sur le même thème, lire « Les 2 âmes du socialisme », Hal Draper, disponible sur marxists.org : <https://www.marxists.org/francais/draper/1966/deuxames/deuxames.pdf>

2 - Histoire de la révolution russe sur marxists.org : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrr00.htm>

3 - Réforme sociale ou révolution ? sur marxists.org : https://www.marxists.org/francais/luxemburg/works/1898/r_ou_r2_3.html



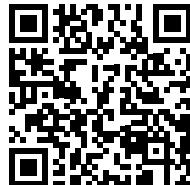
Une statue de Staline est détruite pendant la révolution Hongroise de 1956



N 19 Литиздат. Политуправления Запфронта УНОВИС

El Lissitzky, Batre les Blancs avec le coin rouge (1919)

QUE VEUT DIRE MILITER ?



La réponse en écoutant cette présentation audio !

Il n'y aura pas de « grand soir », où les têtes tomberont et le système avec.

Chacune de nos mobilisations est déterminante mais aucune n'est suffisante en tant que telle. Mais alors, comment militer pour construire par en bas un rapport de force vers un changement profond de la société, une révolution ? Comment construire des mobilisations pour qu'elles durent, pour qu'elles s'accumulent ? À quoi servent la construction d'alternatives solidaires et d'une autonomie matérielle dans la construction d'un rapport de force ? La radicalité est-elle dans la revendication ou dans l'action ?

Dans l'urgence d'agir, nous avons besoin de boussoles, de repères collectifs pour se mettre en mouvement. Il ne s'agit de simples mots d'ordres mais de pratiques collectives, de construction de liens de confiance sur le long terme, d'élévation collective de notre pouvoir d'agir.

Ces boussoles ne sont pas des accessoires : elles nous engagent à agir et à nous organiser stratégiquement. Si l'on pense que le capitalisme n'est fondamentalement pas aménageable, nous nous devons construire le rapport de force collectif contre la bourgeoisie qui en tire profit. Mais l'élaboration de boussoles n'a rien de spontané ni d'individuel. Dans ce topo réalisé à Saint-Brieuc

À A2C, nous pensons que nous devons débattre et élaborer le plus largement possible dans le mouvement et dans les luttes de notre classe. Nous avons pour cela besoin de retours d'expériences d'organisation, d'apports théoriques et historiques pour ne pas repartir de zéro à chaque fois que nous entrons en lutte. Après plusieurs années d'expériences, nous avons mis à plat les boussoles qui font consensus parmi nous :

- La trajectoire du capital vers la crise et la barbarie ne pourra être stoppée par les moyens de la classe dirigeante : une seule solution, la révolution.

- Il nous faut construire dans la lutte l'autonomie de notre classe, celle de tou·tes les exploité·es et opprimé·es, force révolutionnaire qui mettra à bas le capitalisme et toutes les formes d'oppressions racistes, sexistes, LGBTIphobes, validistes...

- Parce que le racisme est central dans la marche actuelle vers la guerre impérialiste et le fascisme, la lutte antiraciste doit occuper une place cardinale et est l'affaire de tou·tes.

Ces trois boussoles se retrouvent dans cette brochure que vous pouvez trouver sur notre site et auprès de nos camarades. Ces boussoles structurent nos discussions et interventions, même si elles ne sont pas gravées dans le marbre et sont destinées à évoluer en même temps que nous.

peu après le 10 septembre, notre camarade Maxim rappelle comment nous pouvons essayer d'élaborer ces boussoles, comment elles peuvent déterminer notre militantisme et comment les partager.

Avoir une boussole ne signifie pas la chercher dans le monde des livres et des idées puis l'imposer autour de nous. C'est du monde dans lequel nous militons que nous essayons de tirer des analyses et des principes pour guider notre action. C'est parce que nous sommes dans le mouvement que nous pouvons comprendre ce que nous combattons et comment le combattre. Ce qui importe en premier lieu : c'est de vouloir l'émancipation de tou·tes par delà toutes les frontières et de transformer ce monde.

Si le capitalisme nous opprime tou·tes, il n'y aura pas de solution individuelle ni de fuite "hors du système". Seule l'organisation politique par en bas est capable de l'attaquer et c'est ce à quoi nous devons travailler, patiemment et quotidiennement.

LE GROUPE REVUE





AG du travail social le 18 septembre à Marseille

TOUT BLOQUER DANS LE SOCIAL : CONSTRUIRE LA GRÈVE PAR EN BAS!

À Marseille, la mobilisation des secteurs du social, du médico-social et de l'associatif les 10 et 18 septembre a mis en lumière l'importance de construire la grève « par en bas », par les travailleur-euses eux·elles-mêmes.

Ces secteurs, fortement imbriqués, sont soumis depuis plusieurs années à une double dynamique : d'une part, la précarisation des services publics (social et médico-social) et, d'autre part, la délégation croissante de missions à des associations. Ce changement s'accompagne d'un basculement vers un mode de financement fondé sur les appels à projets (ex. dispositif ES, FSE+, plan France Relance...), ce qui instaure une mise en concurrence des structures associatives. Cette logique pousse de nombreuses associations à intensifier l'exploitation de leurs salariés (salaires modérés, horaires allongés, multiplication des projets « court terme ») afin de satisfaire aux critères de sélection, de performance et de compétitivité. Dans un contexte de renforcement des tensions inter-impérialistes à l'échelle mondiale, les coupes budgétaires pour financer l'armement, affectent directement les secteurs du social et du médico-social.

De plus, travailleur-euses de l'associatif et du social et médico-social public travaillent souvent ensemble autour des mêmes usagères. L'enjeu d'unir par en bas ces secteurs a donc été de regrouper des travailleur-euses qui, associatifs ou non, et malgré leur emploi dans des structures différentes, partagent des conditions de travail communes et subissent ensemble la politique de l'État qui consiste à donner plus à l'armement en rognant sur la prise en charge du soin aux travailleuses.

Malgré une mobilisation sociale d'ampleur en septembre, l'agenda bouché par les directions

syndicales a entraîné un reflux de la mobilisation. Mais pourtant le secteur du médico-social en lutte offre une perspective. Les rencontres nationales du travail social en lutte en octobre ont permis, dans l'élan des mobilisations de septembre, d'appeler à une grève sur trois jours, du 16 au 18 décembre. Cet agenda offre la possibilité de construire dans un secteur particulièrement attaqué par les offensives autoritaires, racistes et anti-sociales, une grève reconductible aboutissant à une grève politique antiraciste appelée par les collectifs sans papiers regroupés dans la Marche des Solidarités. Retour avec Juliette, Marion et Gabin, travailleureuses du social dans des structures associatives à Marseille, et camarades d'A2C.

Quelles sont les limites habituelles à la construction de la grève dans ces secteurs ?

Les travailleur-euses de ces secteurs sont très atomisé-es. Il y a beaucoup d'intérimaires, avec un turn over important qui fait que le travail syndical y est rendu difficile. En plus, on fait face

C'est la construction par en bas qui a permis de faire se rencontrer les travailleur-euses, discuter de leurs conditions de travail et de collectivement trouver des solutions

à une véritable culpabilisation de la grève. Le fait que nos métiers s'organisent autour du soin fait qu'un bon nombre de collègues disent qu'au final si ils font grève, ils pénalisent plus les usagères du service que l'État et ses politiques. On est dans un secteur extrêmement féminisé et dont

l'exploitation s'appuie aussi sur une naturalisation de notre capacité à prendre soin, comme si nos

métiers étaient des expressions spontanées de notre nature profonde de femmes qui serait de se réaliser dans la sollicitude. Dans un moment de crise du capitalisme, cette idéologie permet de nous faire travailler plus, et avec toujours moins d'argent, comme quand l'État exaltait les couturières qui fabriquaient gratuitement des masques pendant le Covid par exemple.

Au printemps 2025, on a commencé à structurer syndicalement le secteur, même si c'était difficile parce qu'on s'est affronté·es aux réticences syndicales à Marseille. Les syndicats du social ne sont pas toujours enclins à syndiquer les travailleur·euses de l'associatif. Mais malgré tout ça, au final, au printemps dernier on a quand même réussi à faire trois AG de l'associatif avec le syndicat SUD ASSO, ce qui nous a permis de parler de nos conditions de travail et de faire un cortège pour la mobilisation du 22 mars contre le racisme et le fascisme.

On a appelé sur des mot d'ordres politiques : moins d'argent pour la guerre, plus pour le soin

Le 18 septembre, une AG a rassemblé plus de 160 personnes du secteur social et médico-social au Planning Familial 13, comment expliquez vous ce succès ?

La mobilisation du 18 septembre s'est faite sur la base des arguments qu'on a développés dans les AG de l'associatif du printemps dernier mais aussi sur la grève du Planning Familial, qui a été impressionnante : les camarades ont réussi à fermer le Planning et ont organisé un cortège féministe lors de la journée du 10 septembre permettant d'occuper une place importante et d'être particulièrement visible dans le mouvement social.

Aussi, il y a un ras-le-bol général justement des travailleur·euses de ce secteur sur la culpabilisation à la grève malgré des attaques toujours plus fortes sur nos emplois.

On a appelé sur les mot d'ordres politiques : moins d'argent pour la guerre, plus pour le soin. Mot d'ordre qu'on a articulé avec les attaques spécifiques de nos secteurs, la mise en concurrence des structures et le manque de moyens généralisé.

Quels arguments ont été développé dans ces AG pour faire face aux difficultés de se mettre en grève dans ce secteur ?

Dès le départ, beaucoup de prises de parole contraignent les logiques de culpabilisation à la grève : "Nous aussi, on est des usagèr·es, nous aussi on fait la queue à la CAF". Ça a permis de changer de regard et d'avoir un rapport de solidarité, de classe avec les usagèr·es. C'est la construction par en bas qui a permis de faire se rencontrer les travailleur·euses, discuter de leurs conditions de travail et de collectivement trouver des solutions aux problèmes posés à la fois par le secteur lui-même (atomisation, uberisation, mise en concurrence des structures) mais aussi par les syndicats dont le manque d'implication a été déploré. Loin de nous démoraliser, ça nous a poussé à construire coûte que coûte la grève dans le secteur et de la généraliser par nos propres moyens.

You avez appelé à trois jours de grève en décembre, qui aboutit à une journée de grève pendant la journée internationale des migrant·es. Comment avez vous réussi à argumenter pour ces dates ?

Les rencontres nationales du travail social en luttes ont rassemblé en octobre une centaine de travailleur·euses auto-organisé·es dans une dizaine de villes.

Lors de ces rencontres nationales, on a pu parler de racisme, par exemple grâce à l'expérience de camarades de Toulouse, qui ont construit la mobilisation du 10 septembre autour de mots d'ordre antiracistes en mettant en grève plusieurs lieux de travail d'accueil de personnes migrantes.

Donc à partir du moment où on cherchait des dates pour les prochaines mobilisations, dans le sillage du vote du nouveau budget, on a proposé de

se mobiliser autour du 18 décembre, journée internationale des migrant·es. Cette perspective a bien pris, surtout pour les travailleur·euses des structures d'accueil des mineur·es non accompagné·es.

Cet agenda progressiste s'est donc élaboré par en bas, dans une coordination de cadres d'auto-organisation de travailleur·euses en lutte. Dans un mouvement essentiellement bridé par les décisions des directions syndicales qui n'ont proposé aucun plan de bataille à la hauteur, les perspectives portées par la coordination du travail social en lutte doivent servir de perspective pour l'ensemble du mouvement social. Dans une période de montée de l'extrême droite, du racisme, et des politiques austéritaires, ouvrir une séquence combattive de grève autour du 18 décembre permettrait à la fois de s'opposer au budget Bayrou et à la militarisation de la société mais aussi de lutter auprès des collectifs sans papiers pour une grève antiraciste, nécessaire à la construction de l'unité de notre classe.

Les trois jours de grève en décembre vont devoir être construits avec le soutien des syndicats. Avec la fin du mouvement social, on a de moins en moins de gens dans l'AG du social. Mais pourtant, les gens continuent à faire des tournées dans les structures et à discuter avec leurs collègues. L'appui syndical contribuera à faire des dates du 16, 17 et 18 décembre des dates réussies.

Par contre, sur la grève du 18 décembre, malheureusement, la nécessité de la lutte antiraciste n'est que très peu présente dans l'appel. Nous devons pourtant, dans cette période, pousser pour que la grève du social le 18 décembre soit une grève antiraciste, au côté des personnes sans papiers, des mineur·es isolé·es et des travailleur·euses qui veulent se mobiliser en ce sens. Nous devons également nous mobiliser pour dénoncer les attaques racistes de l'État dans nos secteurs qui précarisent et discriminent les usagèr·es racisé·es, immigré·es, sans papiers, mais aussi les travailleur·euses premièrement touché·es par les offensives racistes et islamophobes.

À nous de jouer.

MARION, GABIN, JULIETTE (MARSEILLE)

PROPOS REÇUEILLIS PAR ANOUK (MARSEILLE)

CONSTRUIRE L'ANTIRACISME DANS LE MOUVEMENT “BLOQUONS-TOUT”, LA GRÈVE POLITIQUE ÉST POSSIBLE !

Le mouvement “Bloquons tout” et la journée du 10 septembre dernier ont été l'occasion d'une mobilisation antiraciste d'une ampleur inédite à Toulouse. L'initiative s'est construite autour d'une grève dans plusieurs centres d'hébergement pour demandeur·se·s d'asile. Elle a permis de rassembler largement au-delà du secteur social et de porter clairement la nécessité d'une grève politique antiraciste, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les luttes à venir.

Cette mobilisation est une réponse à une offensive gouvernementale méthodique contre les droits des personnes exilées et contre les moyens du secteur social. Ce sont les attaques contre le système d'accueil des demandeur·se·s d'asile en France qui ont poussé les travailleur·se·s sociaux·les à la grève.

Les demandeur·se·s d'asile ont le droit de rester sur le territoire français pendant l'examen de leur demande et ne sont donc pas en situation irrégulière. Pourtant, iels n'ont pas le droit de travailler et ne peuvent bénéficier des aides sociales comme le RSA.

Pour compenser ces restrictions, iels sont censé·e·s percevoir une allocation spécifique, l'ADA (environ 200 € par mois pour une personne seule), et bénéficier d'un hébergement pris en charge par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), organisme du ministère de l'Intérieur chargé notamment de la gestion de l'accueil des demandeur·se·s d'asile.

Mais dans la réalité, environ la moitié des demandeur·se·s d'asile ne sont pas hébergé·e·s par un dispositif de l'OFII. Un tiers d'entre elleux se retrouvent même privé·e·s à la fois d'hébergement et d'allocation. Résultat : des milliers de personnes sans ressources sont contraintes de dormir à la rue, dans des campements ou dans des dispositifs d'hébergement d'urgence de droit commun déjà saturés.

La situation s'est encore dégradée avec les mesures d'austérité du budget 2025. Près de 3000

creations de places prévues ont été annulées et 6 500 places existantes supprimées. Au total, la capacité d'hébergement de l'OFII a diminué d'environ 10 %, pour une économie dérisoire de moins de 70 millions d'euros.

Face à la suppression de ces 9 500 places, la contestation a été quasi inexistante. La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), présidée par Pascal Brice (ancien directeur de l'OFPRA) et qui regroupe les principales associations gestionnaires en lien avec l'OFII, s'est contentée d'une tribune dénonçant une politique publique inefficace. Il n'y a pas non plus eu de réaction syndicale significative pour contester ces mesures au moment de l'adoption du budget.

Une politique d'expulsion systématique :

Les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile, financés par l'OFII, sont gérés par des associations qui répondent à des appels d'offres en concurrence les unes avec les autres. Ces centres ne sont pas exclusivement occupés par des demandeur·se·s d'asile : on y trouve aussi des réfugié·e·s, qui ont obtenu une réponse positive à leur demande et attendent un relogement, ainsi que des personnes déboutées, désormais sans papiers.

L'OFII exige le départ des personnes sans papiers dans un délai d'un mois. Jusqu'ici, les travailleur·se·s sociaux·les tentaient de retarder ces sorties tant qu'aucune solution alternative n'était trouvée, refusant les « sorties sèches » – autrement dit : à la rue. Mais dans le contexte de restrictions budgétaires, l'OFII a intensifié la pression pour expulser les sans-papiers des centres. Des directeur·rice·s de structures ont été convoqué·e·s et sommé·e·s de mettre fin aux « présences indues ». La menace était claire : la fermeture du centre en cas de non-exécution.

Ces menaces sont devenues réalité. Deux centres d'hébergement pour demandeur·se·s d'asile ont déjà été fermés à Toulouse, jugés trop lents à engager des mesures d'expulsion. Depuis, pour répondre aux injonctions de leur financeur, de nombreuses associations ont multiplié les expulsions dans leurs centres. Les travailleur·se·s sociaux·les se sont retrouvé·e·s sous pression pour inciter les sans-papiers à quitter leur hébergement,

alors qu'une expulsion forcée relève normalement d'une décision de justice.

Cette politique de l'OFII s'inscrit dans une dynamique plus large, portée par les préfectures, visant à expulser les sans-papiers de tous les dispositifs d'hébergement, y compris ceux d'urgence. C'est une logique d'acharnement contre les personnes étrangères, et en particulier les sans-papiers.

La construction d'une mobilisation unitaire :

Dans ce contexte, nous avons été quelques militant·e·s syndicaux·les à argumenter que toutes ces attaques contre le secteur social répondent à une logique à la fois austéritaire et raciste. La date du 10 septembre, avec ses mots d'ordre plus radicaux que ceux des directions syndicales ou associatives, a alors rencontré un écho important parmi les travailleur·le·s sociaux·les.

C'est dans ce contexte que la section SUD de l'UCRM, l'une des plus grandes associations du secteur social à Toulouse, a lancé un appel à la grève. Un communiqué unitaire contre les expulsions a été partagé. Cet appel a permis de rassembler largement, avec notamment les jeunes mineur·e·s isolé·e·s d'Autonomie à Toulouse et de la Caselle à Albi, le DAL, Utopia 56, l'AG social en lutte 31. L'appel a aussi été signé par plusieurs partis politiques.

Nos interventions dans les AG "Bloquons tout" n'ont pas trouvé l'écho attendu, mais le 10 septembre, les deux centres d'hébergement pour demandeur·se·s d'asile de l'UCRM étaient en grève, rejoints par plusieurs autres centres.

La mobilisation s'est concrétisée par le plus important rassemblement de la matinée sur la ville, avec 400 personnes réunies devant la préfecture. Cela a été l'occasion de prises de parole de jeunes mineur·e·s isolé·e·s, de travailleur·se·s sociaux·les, de militant·e·s associatif·ve·s et syndicaux·les. Le propos était clair sur la réquisition des logements vides, la nécessité de la grève politique et contre le racisme d'État.

La mobilisation s'est poursuivie l'après-midi avec un important cortège antiraciste où les jeunes mineur·e·s isolé·e·s et les travailleur·se·s sociaux·les ont été rejoints notamment par le

comité Palestine, le Secours rouge et le CVJ pour Bilal.

Perspective de lutte

La réussite de cette journée de mobilisation sert aujourd'hui de base pour construire la lutte contre les politiques racistes et austéritaires du gouvernement. L'AG social en lutte 31 s'est donnée pour objectif de construire la grève du 16 au 18 appelée par les rencontres nationales du travail social en lutte.

La nécessité de lier la lutte du secteur social à la lutte antiraciste est de plus en plus entendue. Les OQTF (obligations de quitter le territoire français) sont désormais systématiquement délivrées à toute personne déboutée de l'asile. Le délai de présence en France nécessaire pour une régularisation d'une personne sans papiers est passé de 5 à 7 ans, et celle-ci est conditionnée à des preuves d'emploi déclaré – une exigence absurde, puisqu'ils n'ont pas le droit de travailler. La menace d'une suppression de l'AME (Aide médicale d'État) plane toujours.

Toutes ces attaques racistes frappent de plein fouet les personnes exilées. Les travailleur·se·s sociaux·les ne sont pas les premier·e·s touché·e·s mais les premiers témoins de ces violences sociales et racistes. Nous nous retrouvons alors dans des situations absurdes, censées accompagner dans l'accès aux droits des personnes qui, dans les faits, n'en ont plus aucun.

De plus en plus de travailleur·le·s sociaux·les se retrouvent malgré eux à devenir maltraitant·e·s et un rouage du racisme d'État. Face à cela, il est essentiel de politiser nos luttes et de les inscrire dans un cadre clairement antiraciste. C'est sur cette base que l'AG social en lutte 31 a rejoint l'appel de la marche des solidarités pour construire la grève antiraciste du 18 décembre et exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

La mobilisation du 10 septembre à Toulouse a démontré qu'une grève antiraciste est possible et efficace. Le 18 décembre, amplifions le mouvement : convergeons massivement dans la grève et dans la rue pour imposer la régularisation de tous les sans-papiers et faire reculer le racisme d'État !

HUGO (TOULOUSE)



Cortège antiraciste à l'occasion de la manifestation du 10 septembre à Toulouse

PARIS 20ÈME : PAS ENCORE DES CONSEILS OUVRIERS MAIS...

Une assemblée locale de plusieurs centaines de syndicalistes, lycéen.nes, résident.es, est aussi éloignée d'un Conseil ouvrier qu'une manifestation de dizaines de milliers l'est de la révolution. Il n'empêche que ce qui peut les relier, c'est la manière de les construire et les objectifs qu'on leur donne.

Le matin du 10 septembre, dans le 20ème arrondissement de Paris à 5H30, des centaines d'habitant·es sont allé·es tenter de bloquer le périphérique avec d'autres venu·es de Bagnolet, Montreuil... À la même heure, 200 autres soutenaient le piquet de grève du dépôt de la RATP puis le blocage du lycée Hélène Boucher avec les lycéen·nes dans le quartier. En fin de matinée, la plupart se sont rassemblé·es avec les grévistes devant l'hôpital de l'arrondissement, Tenon. Une partie a rejoint l'assemblée appelée devant la Gare du Nord, tandis que plusieurs centaines de personnes sont parties en manifestation sauvage jusqu'à la place de la République.

Tout cela n'était pas improvisé. Une assemblée locale de rue avait réuni 300 personnes la veille. Les rendez-vous du 10 septembre avaient circulé, et une réunion avait été appelée en amont par le collectif issu de la mobilisation pour la manifestation du 22 mars (journée mondiale contre le racisme), regroupant les différents réseaux antiracistes et antifascistes de l'arrondissement. Une soixantaine de personnes étaient venues, et il avait été décidé d'organiser cette assemblée de rue. Et en quelques jours, le fil WhatsApp avait explosé en dépassant la barre des 1000 inscrit·es ! Des tracts d'appel à l'assemblée avaient été diffusés devant des écoles.

Le dispositif a été reconduit pour les journées du 18 septembre et du 2 octobre. Après le 18 septembre, une assemblée avec des ateliers

(formation anti-répression, discussion sur les stratégies et sur nos revendications) a été organisée sur une place du quartier. La mobilisation a nourri la campagne organisée par le collectif antifasciste pour empêcher le RN de s'implanter sur le quartier dans la perspective des municipales.

Après le 2 octobre, alors qu'il ne semblait y avoir d'autres options que de regarder sur les écrans le spectacle pathétique de la crise institutionnelle, les assemblées locales ont continué de se tenir. Pour dire : la solution viendra de nous ! Une déambulation a permis de réunir les mêmes réseaux syndicaux, les grévistes d'Antinéa (association exploitant des femmes aides à domicile), les mineur·es en lutte du Collectif du parc de Belleville, des résident·es de foyers... De nouvelles assemblées sont prévues.

Organisation locale, liens inter-professionnels, tentatives de les diffuser, tout cela ne s'est pas fait spontanément. Des débats ont eu lieu et continuent d'avoir lieu. Fallait-il plutôt rejoindre les blocages sur le périphérique le 10 septembre ou aller soutenir les grévistes sur l'arrondissement ? Fallait-il manifester dans l'arrondissement pour tenter de s'élargir localement avant de rejoindre ensuite les lieux de mobilisation au centre de Paris (le 10 et le 18) ou aller regrouper les forces mobilisées devant la Gare du Nord ? Fallait-il insister sur la revendication de démission de Macron après le 2 octobre ou sur la nécessité de développer l'auto-organisation comme embryon d'alternative sur le quartier ? Quelle place pour la lutte contre le racisme et le fascisme ?

Même si le niveau de mobilisation est resté modeste (l'arrondissement compte 200 000 habitant·es !), les réponses à ces questions sont forcément liées à l'importance qu'on donne à l'objectif d'organiser massivement le quartier (et pas seulement quelques centaines) et au lien avec les lieux de travail.

DENIS GODARD (PARIS 20E)



Assemblée pour le 10 septembre, place Gambetta devant la mairie du 20e, le 08 septembre.

LE CONSENTEMENT ET LA LUTTE CONTRE LES VSS

Un spectre très large de mouvements féministes (ou pseudo-féministes) revendentiquent l'intégration du consentement dans la définition du viol. Cette revendication, aboutissant à des stratégies différentes voire opposées, ne doit pas être vue comme un terrain neutre mais comme un champ de bataille politique. Ainsi, nous devons questionner la place du consentement dans l'élaboration de nos outils et dans nos stratégies de lutte contre les violences sexuelles (VS) et nous demander si la notion de consentement est suffisante pour lutter contre les VS, dans nos organisations et dans la société. Dans nos cadres d'intervention, des camarades sont parfois suspendus, protégés ou encore dénoncés en public. Face à ces situations, il n'est pas facile de savoir comment réagir. Nous avons donc besoin d'une boussole éthique et politique.

LE CONSENTEMENT : ÉTAT DES LIEUX

Le fondement de la légitimité des rapports sexuels

Le consentement est l'acquiescement donné à un projet ou un acte. Il s'applique dans beaucoup de domaines du droit, comme en droit de la famille où l'on consent à un mariage. L'énonciation de cette notion dans la loi montre que ce n'est pas une évidence. Le consentement a besoin d'être légiféré. Mais qu'en est-il dans le domaine des violences sexuelles ?

En France, nous sommes dans une période de changement de la définition légale des VS. Depuis 1980, elle est basée sur la notion de « contrainte ». Une VS est défini comme un acte sexuel imposé par la violence, la menace ou la surprise. Le consentement n'était pas évoqué. Depuis quelques années, des agences de l'ONU préconisent une approche des VS basée sur l'absence de consentement. Des États l'ont alors intégré à leurs lois comme l'Allemagne (2016), la Suède (2018), l'Espagne (2022).

Depuis 2023, un débat existe en France à ce sujet. Les mouvements féministes appellent à une réforme du droit pénal pour reconnaître tout acte sexuel sans consentement comme une violence. Depuis octobre 2025, la France a inscrit ce principe dans la loi sur la caractérisation des VS.

L'absence de consentement pour caractériser les VS semble évidente, mais l'utilisation de cette notion n'a pas toujours abouti aux mêmes stratégies politiques contre le patriarcat.

Clara Serra, philosophe et essayiste espagnole, expose deux tendances ayant émergé de ce point de départ.

Le consentement impossible

La première tendance est celle du féminisme de la domination, qui s'appuie sur le féminisme

matérialiste. Ici, le patriarcat est compris comme un système social et historique d'oppression des femmes par les hommes, qui s'appuie sur des structures matérielles, économiques et sociales. Cette structure sert alors le pouvoir d'un groupe (les hommes) au détriment d'un autre (les femmes). Elle organise l'ensemble des rapports entre ces groupes (le mariage, le travail ménager ou encore la sexualité). Dans ces conditions, consentir devient impossible.

La première stratégie qui découle de cette idée est le séparatisme. Puisqu'il ne peut pas y avoir de sexualité consentie sous le patriarcat, et donc dans les relations hétérosexuelles, le choix de la séparation s'impose pour se libérer des VS. Cela amène au lesbianisme politique, aux communautés de femmes, et à l'organisation politique en non-mixité.

La deuxième stratégie est l'élaboration d'un appareil législatif prohibitionniste et anti sexe. Aux États-Unis, Andrea Dworkin et Elisabeth McKinnon ont déduit que le sexe est violence et donc que la sexualité est un danger pour les femmes. La pornographie et le travail du sexe (TDS) en deviennent les symboles ultimes. Pour protéger les femmes, elles se sont tournées vers l'État pour mettre en place des politiques prohibitionnistes (lois anti-avortement et anti-pornographie notamment). Cette politique a eu pour conséquences le harcèlement policier des TDS, des lieux gays, lesbiens et trans, l'absence de prise en compte des débuts de l'épidémie de VIH et la mise en place de programmes éducatifs basés sur l'abstinence avant le mariage.

Le consentement comme horizon souhaitable

L'autre tendance est celle du néolibéralisme sexuel, selon laquelle « seul un oui est un oui ». Dans cette perspective, il est nécessaire de s'examiner, de regarder son désir, le comprendre, le verbaliser pour dire oui et contractualiser un accord. Sur ce terrain consenti contractualisé, il n'y a plus de risques de violences sexuelles.

La différence avec la première théorie est que la sexualité n'est pas forcément perçue comme une violence. Pour distinguer une violence d'une sexualité consentie, notre désir et notre capacité à l'exprimer ou non sont centraux. Aussi, dans la première tendance, la gestion des VS est déléguée à l'État alors que la deuxième amène à des devoirs individuels : des hommes, on exige qu'ils demandent et des femmes, qu'elles sachent répondre. Cette vision du consentement est celle du capitalisme qui nous enjoint à être libres en trouvant nous-mêmes les conditions de notre liberté, sans nous en donner la possibilité.

Clara Serra nous dit que les deux théories coexistent. L'intégration dans les législations d'une définition positive du consentement mène à des lois plus répressives tout en demandant à chaque individu de se responsabiliser seul.

Évidemment, l'idée de consentement reste essentielle, mais elle est insuffisante. Il est nécessaire de contextualiser les conditions du consentement pour savoir si la capacité à consentir existe ou non.

Aujourd'hui, cette capacité et les violences sexuelles existent dans le contexte du patriarcat. Celui-ci est un outil essentiel au capitalisme car il assure la reproduction de la force de travail. Les VS, normalisées et naturalisées par la culture du viol, y sont un outil de domination et de maintien de l'ordre social.

LE SEXE COMME VIOLENCE OU LA CONQUÊTE DU DÉSIR

Les Feminist Sex Wars

Les Feminist Sex Wars débutent dans les années 80 aux États-Unis, au moment où sont votées les lois réactionnaires de Reagan. Elles désignent les conflits autour du sujet de la sexualité entre plusieurs mouvements féministes. Ces controverses se cristallisent, en surface, sur la question de la pornographie. En réalité, « [elles sont] un combat pour savoir qui a le droit de définir la sexualité féminine » : l'État ou les personnes elles-mêmes ? Elles nous donnent un éclairage sur la manière dont nous pouvons aborder la question des VS et la sexualité plus largement.

L'un des camps des Sex Wars est celui des féministes dites radicales. Elles considèrent que la pornographie, le BDSM ou les relations butch-fem reproduisent la domination masculine et perpétuent les violences, même si elles semblent consenties. Cette idée aboutit à la stratégie d'un État qui promeut des lois anti-sexe. L'autre camp, celui des pro-sexe, lié aux luttes queers et à la défense des TDS, pense que le mouvement féministe doit s'engager contre la répression sexuelle. Il propose d'aller à la conquête du plaisir, par la libération du désir, une dépénalisation des fantasmes et la possibilité de jouer avec les codes du genre. Ce courant conçoit le consentement comme un critère libérateur permettant la distinction entre sexualité et violence.

S'inspirer des « pro-sexe » pour bâtir nos boussoles paraît intéressant, tout en conservant deux vigilances :

Des héritier-es de ce courant (comme Foucault, Hocquenghem, De Beauvoir) ont poussé si loin l'exploration de cette liberté qu'ils ont encouragé les violences sexuelles faites aux enfants.

Ce courant peut amener à des stratégies qui imaginent que ce sont nos pratiques individuelles de dissidences et de subversions qui vont mettre en danger le système (dominantes dans les pensées queers).

La conquête du désir dans un contexte de backlash ?

Bien que la stratégie pro-sexe nous semble pertinente, il est important de rappeler que nous sommes actuellement dans un période de backlash, où les droits et les libertés gagnées autour de la sexualité sont en recul.

En témoigne la polémique, en France, autour de la loi EVARS (le programme d'éducation à la vie affective et sexuelle de l'Éducation nationale). Ce programme paraît une bonne piste pour garantir de meilleures conditions pour consentir ou non, et il fait l'objet d'une lutte acharnée de la part des milieux conservateurs et des fascistes. Au niveau institutionnel, le RN a déposé en avril 2025 une proposition de loi alternative qui remet la naturalisation de la famille hétérosexuelle et la biologisation du genre au centre de la société, tout en reconnaissant la nécessité de protéger les femmes des violences. Cette lutte s'articule aussi par une mise en mouvement. Début mars 2025, une grève de l'absentéisme, appelée par des groupes de parents type Syndicat de la Famille, héritiers de la Manif pour Tous et liés au RN et à Reconquête, a été assez suivie, vidant en partie des classes de leurs élèves.

Récemment, au Royaume-Uni, la Cour Suprême a acté que les femmes sont définies par leur biologie. L'attaque anti-trans est évidente, mais cet événement est à replacer dans le contexte de menace de guerre actuel. En France, Macron a appelé au « réarmement démographique », et dans tous les États impérialistes, des politiques de natalité sont ou vont être mises en place. Or, pour que la natalité redémarre, tout le monde doit être ramené sur le chemin de l'hétérosexualité. Cette contrainte repose sur la généralisation des violences sexuelles, notamment envers les personnes LGBT+.

Dès lors, la notion de consentement ne semble pas suffisante pour lutter contre les VS. Elle peut même parfois être dangereuse, selon par qui et au service de quoi elle est utilisée. Mais alors comment organiser efficacement la lutte contre les VS ?

LUTTER CONTRE LES VS AU-DELÀ DE L'IDÉE DU CONSENTEMENT

Lutter contre un système

Dans un premier temps, nous n'avons pas d'autre choix que de lutter contre tout le système qui produit les VS : le patriarcat et le capitalisme.



Cependant, la conséquence ne doit pas être de se satisfaire d'un investissement dans son syndicat. Nous devons considérer le sexismes, au sein de nos organisations, comme un des fronts de la lutte des classes. Cela, à la fois parce que le féminisme politise et organise massivement, mais aussi parce qu'une partie des attaques les plus virulentes contre notre classe se fait sur le front du sexismes.

Il est donc essentiel de prendre au sérieux le mouvement féministe pour gagner des arguments. Nous devons aussi continuer à voir la mobilisation du 8 mars comme une possibilité d'organisation de notre classe.

Que faire des personnes ayant commis des violences ?

Une de nos idées de base est de refuser de clamer « pas d'agresseurs dans nos rangs », tout simplement car nous ne croyons pas à cette possibilité, sous les conditions actuelles.

Nous ne sommes pas en mesure de créer une micro-société dans laquelle nous aurions supprimé toutes les violences, car nous en sommes tous et toutes capables.

Mais alors qu'attendons-nous de nous qui produisons ces violences (même sans le vouloir) ? De suivre ce qui est demandé dans le cadre du protocole que nous avons élaboré pour montrer patte blanche ? Est-ce que ça serait la garantie de ne pas recommencer ? Ou souhaitons-nous plutôt une transformation profonde de la société ?

Comme nous, féministes révolutionnaires, pensons que le patriarcat ne profite pas à « une classe d'hommes » mais plutôt à la société capitaliste, nous proposons de sortir le désir du champ de la violence pour qu'il devienne un terrain d'expérimentation et de libération pour tout le monde. Nous pensons que tout le monde peut changer, en profondeur, et en parallèle d'un changement des conditions matérielles conditionnant nos actions. Ainsi, arrêter de faire subir des violences sexuelles, ce n'est pas perdre quelque chose mais plutôt gagner des formes d'interaction non basées sur la violence.

Les personnes ayant subi des violences

Il est essentiel de reconSIDéRer la place totalisante de victime dans laquelle les personnes qui subissent des violences sont placées. Considérer ces personnes comme étant dotées de désir, dans toutes ses contradictions, c'est leur redonner du pouvoir. Cela permet de discuter avec nos camarades et d'exprimer des désaccords sur la gestion des situations de violences sans sacrifier « la parole de la victime ».

Enfin, cela permet de rester fidèle à l'idée que même si notre classe subit des violences, c'est en elle que réside les possibilités de son émancipation. Alors, on doit garder comme principe premier de donner les conditions nécessaires à nos camarades ayant subi des VS pour pouvoir continuer à militer, parce que c'est grâce à chacun-e d'entre nous que nous pourrons lutter contre le système qui produit ces violences.

MARIA MARTIN (RENNES)

À ÉCOUTER : GRÈVE FÉMINISTE, GRÈVE DU TRAVAIL REPRODUCTIF OU GRÈVE DE LA PRODUCTION ?

Dans cette introduction nous essayons de revenir sur la construction du 8 mars comme date de grève féministe. Si le mouvement féministe a réussi à imposer ce mot d'ordre à l'international, il est difficile de savoir comment elle se construit effectivement. La grève est parfois agitée comme une revendication sans que le mouvement la construise activement par en bas, dans leurs syndicat et leur quartier. Nous avons décidé de revenir sur ce qu'est une grève féministe. Est-ce qu'il s'agit d'une grève des femmes ? D'une grève du secteur reproductif ? Ou bien d'une grève générale féministe qui dessine la possibilité d'une autre organisation de toute la société ?



HOMOPHOBIE, BIPHOBIE UN COMBAT CONTRE LE CAPITALISME ET LA FAMILLE



Paul Cadmus, *The Fleet's In!*, 1934

Il est courant de parler de matérialisme dans les groupes queers, mais souvent au sens de "tangible" ou "réel". Ces usages n'ont pas grand-chose à voir avec le matérialisme historique, une approche qui dit qu'il est impossible de détacher les idées des conditions dans lesquelles elles émergent. Pour les marxistes, ce ne sont pas les sociétés humaines qui sont dessinées par les idées qui y sont majoritaires : au contraire, pour comprendre la prévalence d'une idée, comme l'homophobie, la biphobie, ou même l'homo/bisexualité elle-même, il faut regarder dans quels contextes sociaux et économiques cette idée émerge. Comprendre son lien avec le système économique qui surdétermine tous les rapports sociaux, le capitalisme, et ses transformations.

Le capitalisme a créé l'homophobie et les gays en même temps

A l'échelle de l'humanité, les identités sexuelles sont très récentes, inventées seulement au cours du XIXème siècle. L'historien marxiste D'Emilio propose en 1983 une explication matérialiste de la naissance de l'homophobie et des catégories de sexualité. Il nous dit que les LGBT+ n'ont pas toujours existé, mais que nous sommes un produit de l'histoire, notamment un produit du capitalisme, un système de production organisé autour du travail salarié.

Jusqu'au milieu du XIXème siècle, c'est la famille qui était l'unité de production principale

et essentielle à la vie de l'ensemble de la population. C'était dans ce cadre que ses membres, surtout les femmes, produisent les aliments, les vêtements, et tous les autres biens de consommation. Personne ne pouvait survivre sans famille, et la survie de chaque personne dépendait de la coopération de tous, dont les enfants. On trouve des sources historiques qui montrent que des individus ont des comportements homosexuels, y compris réguliers, et que certaines personnes ont su reconnaître en elles-mêmes une attirance plus forte pour le même sexe. En revanche, il était impossible de faire de ces désirs un mode de vie.

Jusqu'au milieu du XIXème siècle, c'est la famille qui était l'unité de production principale et essentielle à la vie de l'ensemble de la population

Qu'est-ce qui a changé ? Le capitalisme, sous la forme du travail libre. Les hommes et les femmes ont quitté les zones rurales pour émigrer vers les grandes villes, pour trouver du travail dans des entreprises plus grandes. Bien sûr, la famille n'a pas disparu : les femmes continuent de cuisiner ou fabriquer des vêtements. Elle a cependant perdu son caractère auto-suffisant.

La famille, surtout au sein des classes moyennes, ne produit bientôt plus des biens, mais du bonheur : c'est dans la famille qu'on retrouve les relations épanouissantes, avec ses enfants ou son époux-se. Avec le travail salarié, la procréation perd son importance, et les taux de natalité chutent. A ce moment, la sexualité entre époux est libérée de l'unique but de procréation, et commence à laisser plus de place au désir et au plaisir.

Pour stabiliser les comportements sexuels dans des identités, il a fallu la psychiatrie. Les médecins se sont emparés de la question de la

sexualité et de la déviance, et ont stigmatisé l'homosexualité, l'érigent par là comme une identité à part entière. Une personne qui avait des comportements homosexuels est devenue un homosexuel ("inverti"), et son corollaire l'hétérosexuel a été créé.

En France, l'État a largement contribué à cette naturalisation de l'identité : par le biais de la colonisation déjà, puisque l'État étudiait les sexualités déviantes, pour contrôler la reproduction sexuelle et pour limiter le métissage des populations. L'enjeu, pour l'État, de contrôler la sexualité est d'abord nataliste : comment assurer une natalité nécessaire à la reproduction génératrice et à la poursuite de l'accumulation ? Ainsi que l'enjeu de la prise en charge des enfants et de la division générée du travail.

Les idéologies religieuses et familiales ont largement contribué à celle de l'État au XXème siècle, pour assigner les femmes au travail de soin, domestique et de reproduction. Ainsi, le régime

fiscal et les droits sociaux sont construits autour de la situation conjugale et de la famille hétérosexuelle. Pendant ce temps, la justice et la police répriment les sexualités déviantes, notamment avant et pendant le régime de Vichy qui instaure des majorités sexuelles à 21 ans pour les relations homosexuelles, ce qui permet, sous couvert de protection des mineurs, de réprimer l'homosexualité. À partir de là, tout manquement constitue un risque pour l'accès au travail, au logement et à la stabilité familiale.

Donc on a là une contradiction de taille : le capitalisme a créé à la fois les conditions d'existence de l'homosexualité et l'homophobie. Homophobie qui a d'ailleurs aussi propulsé le mouvement LGBT, qui se mobilise principalement pour les droits, contre la répression et la criminalisation, et est devenu par-là de plus en plus visible et a gagné en force et en structuration.

La biphobie, elle, est l'invisibilité structurelle et historique de la bisexualité, qui se transforme en panique anti-bisexualité qui émerge quand les bi+ sortent de l'ombre. Elle vient surtout du besoin pour l'État et la psychiatrie d'une figure déviante nette pour stabiliser les orientations sexuelles homo et hétéro, alors que la bisexualité est une zone floue. Il s'agissait de stigmatiser sans se laisser contaminer. Les mouvements homosexuels, ainsi que l'épidémie du Sida, ont aussi pu renforcer ces frontières. La biphobie est donc le produit d'une série d'effacements, d'exclusions, de choix stratégiques. Inséparable, à toutes les étapes, de l'homophobie et donc de la famille et son lien contradictoire avec le capitalisme.

Famille et capitalisme : fuis-moi je te suis, suis-moi je te fuis

Le capitalisme a une relation contradictoire avec la famille : elle garde une place importante car il faut toujours faire et éduquer des enfants, des tâches nécessaires au capitalisme mais que celui-ci n'a pas pu ou voulu socialiser. Pourtant, elle a perdu toute raison matérielle d'exister, puisque chacun peut vivre de manière indépendante.

Donc à quoi sert l'homophobie ? À transformer les LGBT en boucs émissaires de l'instabilité sociale qui va avec la destruction progressive de la famille : on nous accuse de corrompre les enfants, d'être des p*dophiles, de détruire la famille.

La place que prend la famille dépend des possibilités de socialisation du travail reproductif : qui va éduquer les enfants, qui va s'occuper de faire à manger... Plus les tâches sont socialisées (écoles, crèches, hôpital, cantine...), plus la famille perd de son importance matérielle, et les possibilités de vivre sans, de vivre son homo-/bisexualité augmentent. En revanche, quand le capitalisme entre en crise, il se replie sur la famille : les tâches autrefois socialisées sont délaissées, et nous sommes des bons boucs émissaires.

C'est ce qui se passe actuellement : avec un taux de profit historiquement bas, une croissance quasi-nulle, le vieillissement de la population et la

panique raciste contre l'immigration, l'augmentation des tensions inter-impérialistes et la perspective de la guerre, le natalisme apparaît pour nos classes dirigeantes

comme une nécessité nationale. Macron parle donc de réarmement démographique, ce qui traduit ce besoin du capitalisme d'un repli sur la famille comme institution idéologique et de reproduction sociale.

La place de la famille, si elle dépend en grande partie des concessions que les dirigeant·e·s sont prêt·e·s à faire dans une période de prospérité ou de crise, dépend aussi du rapport de force que nous instaurons, par les luttes sociales et féministes.

Stratégie : le but et le chemin

Nous devons abolir la famille telle qu'elle existe, parce que c'est sa centralité dans le travail reproductif et la production du bonheur qui est historiquement à la source de l'homophobie, puis de la biphobie.

- Étape 1 : la famille joue un rôle productif et reproductif > l'homophobie structurelle n'existe pas car l'homosexualité est impensable.

- Étape 2 : la famille perd son rôle productif et garde la reproduction et le bonheur > l'homophobie est créée contre les déviances naissantes

- Étape 3 (à construire) : la famille n'existe plus, c'est la société tout entière qui prend collectivement en charge le bonheur et le travail productif et reproductif > plus rien ne bloque matériellement la lutte contre l'homophobie et la biphobie. Cette étape a été entrevue au cours de la révolution russe, au cours de laquelle des institutions sociales sont créées pour prendre en charge collectivement l'éducation, le care, les tâches domestiques, ce qui a radicalement bouleversé les rapports de genre et de sexualité.

Ainsi, l'affaiblissement voire l'abolition de la famille n'est pas un raccourci qui fait disparaître

les LGBTphobies par magie, du fait du poids de l'idéologie.

Lutter pour tout ce qui renforce notre autonomie vis-à-vis de la famille, créer les communautés qui remplaceront la famille

Mais elle est la condition matérielle nécessaire pour que la lutte contre l'homophobie et la biphobie ne soient plus qu'une lutte contre des stéréotypes, des attitudes, des fétichisations et des violences. Et non une lutte face à un système qui se fonde sur notre oppression pour se stabiliser.

Il y a deux stratégies nécessaires, qui s'ajoutent au travail déjà fait aujourd'hui de lutte contre des stéréotypes, qui s'attaquent au système en lui-même et qui nous permettront de gagner.

La première est de lutter pour tout ce qui renforce notre autonomie vis-à-vis de la famille. Il s'agit donc de luttes sociales, collectives et de classe.

- Luttes pour l'autonomie de nos corps : un avortement libre, gratuit et safe, contre les stérilisations forcées, les violences sexuelles et domestiques...

- Affaiblissement de l'importance de la famille : facilitation du divorce, extension des avantages matériels, fiscaux aujourd'hui réservés aux familles...

- Prise en charge collectives des tâches de reproduction : crèches, cantines, école gratuite pour tous·tes, lieux de vie collectifs ...

- Renforcement de l'autonomie personnelle : hausse des salaires, aides sociales, services sociaux en tous genres, logements décents et abordables...

- Égalité des droits, en droit et en pratique : mêmes droits pour les couples hétéros et les couples homos, lutte contre l'homophobie, fin de la mention du genre, possibilités de vie égales à celles des hétéros, lutte contre la transphobie.

Les modes d'actions sont ceux du mouvement social : l'organisation collective, les manifs, la grève, l'occupation...

La deuxième stratégie, c'est de créer les communautés qui remplaceront la famille. Quand le capitalisme détruit la famille traditionnelle, il le fait en laissant sur le côté celles et ceux dont la famille capitaliste ne veut pas, notamment les queers. Il ne s'agit pas d'être tous·tes autonomes et isolé·e·s, mais au contraire de produire d'autres manières d'être heureux·ses, qui ne reposent pas sur la famille traditionnelle.

- Faire famille autrement : développer les réseaux de solidarité en tous genres. Pour cela, les groupes communautaires queers peuvent être un début, mais ne suffiront pas, car nous avons besoin d'espaces sans homophobie plutôt que d'espaces sans hétéros.

- Faire front contre toutes les oppressions : la question du racisme est centrale, dans une période où la crise du capitalisme accentue l'exploitation des personnes racisées et/ou sans papiers, et où le danger fasciste vise principalement ces groupes.

Pourquoi ces luttes sont-elles des luttes de classe ? Parce que nous nous attaquons directement au capitalisme et aux classes dirigeantes, qui ont tout intérêt à la poursuite de notre oppression. Mais aussi parce que nous avons besoin d'une autonomie de notre classe : plutôt que plus de police, organisons l'autodéfense.

En réalité, si les luttes sociales, collectives, féministes et antiracistes permettront de gagner un rapport de force nécessaire à la lutte contre les oppressions, on ne peut envisager la libération de tous·tes qu'au travers de perspectives révolutionnaires qui aboutiraient à la construction d'une autre société, socialiste, fondée sur les besoins de chacun·e au lieu des profits de la classe dirigeante.

VICTOR MICHEL (BREST)

QUE LIRE, QUE VOIR, QU'ÉCOUTER ?

PRIDE

Film de Matthew Warchus, *Pride* raconte la rencontre improbable entre mineurs gallois et militant·es LGBT pendant la grève de 1984. Le film montre, sans caricature, la solidarité concrète née d'une lutte commune contre le gouvernement Thatcher et la répression policière. Derrière l'émotion, *Pride* illustre une vérité : les oppressions spécifiques ne se dépassent pas par la tolérance, mais par l'organisation et l'unité de classe. En arrière-plan, le film évoque les débuts du sida et la sérophobie qui frappent alors les communautés gays. Plutôt qu'un drame compassionnel, *Pride* en fait un élément du contexte politique : la peur et le rejet s'ajoutent à la répression, mais n'empêchent pas la construction d'un front commun entre exploité·es.

AHMED HAMMAD (TOULOUSE)



La solidarité entre mineurs et LGBT persiste au Royaume-Uni. Ici, la même banderole qu'en 1984 est brandie à la Pride de 2014 à Londres.

BREST. LA RIPOSTE ANTIFASCISTE

Jusqu'à récemment, Brest semblait épargnée par la présence fasciste. Quelques groupes isolés avaient tenté de recruter et de s'organiser sans succès. Mais, comme ailleurs, les barrières sont en train de céder : cet été, un groupuscule fasciste a mené une série d'agressions quasi hebdomadaires. En réponse, la riposte s'organise. Ces dernières semaines, une assemblée antifasciste hebdomadaire, aujourd'hui à sa huitième édition, s'est formée. Elle a su mobiliser largement les Brestois·es déterminé·es à travers actions et rassemblements, affirmant que Brest est et restera antifasciste.

Face aux agressions d'un groupe de fachos à Brest ces derniers mois, comment s'est organisée la riposte antifasciste et comment la renforcer dans le temps ?

Une descente de fachos place Guérin

Dans la nuit du 20 au 21 septembre 2025, une trentaine de fascistes masqués et armés ont attaqué, aux cris de « Brest nationaliste », les clients du Café de la Plage, place Guérin, lieu populaire et militant, solidement ancré à gauche du quartier Saint-Martin. Les personnes présentes se sont défendues et, après quelques minutes, sont parvenues à faire battre les fascistes en retraite.

Cette attaque a eu un grand retentissement et les vidéos de l'attaque ont largement tourné dans la presse nationale. Cependant, elle est loin d'être un acte isolé. Alors que le sous-préfet, Jean-Philippe Setbon, cherche à dépolitiser l'attaque en l'attribuant à un groupe hooligan qui existerait isolément d'un groupuscule d'extrême droite, et à mettre dos à dos les victimes et les agresseurs, il est important de replacer cette attaque d'une extrême violence dans un contexte plus large.

Summertime : ratonnades et complicité

Depuis des mois, les violences d'extrême droite se multiplient à Brest : au moins douze agressions cet été, la plupart commises par le même groupe d'une dizaine d'individus.

Elles visent des personnes racisées, LGBT ou identifiées comme de gauche, souvent de nuit, autour du port et du centre.

Ces fachos se réunissent impunément dans deux lieux : le bar Cocorico et la discothèque Baroombar.

Malgré leur déni, ces deux établissements ne peuvent ignorer les agissements de ce groupe, puisque de nombreuses agressions ont eu lieu à proximité directe de ces lieux, qui continuent pourtant d'accueillir ces membres.

Au Baroombar, c'est une, voire deux agressions qui ont été commises devant le videur, a priori sans que cela empêche les fachos de continuer leurs soirées dans cet établissement.

La façade du bar Cocorico et ses abords étaient, de leur côté, jusqu'à peu, recouverts de stickers avec des croix celtiques, symbole néonazi bien connu.



Qui sont-ils ?

Certains appartiennent au groupe Talion, apparu en 2023 lors d'un rassemblement contre un centre d'accueil à Saint-Brévin-les-Pins.

Beaucoup sont aussi liés au milieu ultra du Stade Brestois.

Dans une ville plutôt marquée à gauche, avec un fort passé ouvrier, on peut déplorer l'absence de bases politiques minimales au sein des groupes ultras.

Si les Celtic Ultras (CU) et les Ultras Brestois (UB) se réclament d'un apolitisme de façade, plusieurs de leurs membres ont été vus lors de l'attaque du Café de la Plage.

Ces faits confirment une porosité entre extrême droite et tribunes, notamment à la Section West (SW), une trentaine d'individus intégrés à la tribune Quimper, où les militants fascistes cherchent à recruter.

Le stade est pour eux un terrain à conquérir et la mouvance ultra un vivier de recrutement.

Ils sont dangereux, nous sommes nombreux-ses !

Ces attaques ont renforcé les espaces d'organisation et fait naître de nouveaux liens.

Une première assemblée antifasciste a été appelée le 15 septembre aux Halles Saint-Martin et a rassemblé plus de 300 personnes !

Elle a été l'occasion de faire un point sur la situation, d'en analyser les enjeux et de décider des premières actions à mettre en place pour faire front contre le fascisme et le racisme.

Les premières décisions de cette assemblée ont été de lancer des appels à se rassembler sur le lieu de chaque nouvelle agression, si de prochaines survenaient, d'organiser une manifestation le jeudi 25 septembre et de continuer à s'organiser au sein de l'AG.

Quand l'attaque du Café de la Plage a eu lieu, la réaction a été immédiate : 1500 personnes se sont rassemblées le lendemain sur place, reprenant la rue aux cris de « Brest Brest antifa ! » et « Siamo tutti antifascisti ! »

Le 25 septembre, malgré l'interdiction préfectorale, une nouvelle manif a réuni encore 1500 personnes.

CRS, fouilles, gazages : la répression était violente, mais la détermination intacte.

L'assemblée a lancé plusieurs campagnes d'affichage

La première : « Stop aux agressions fascistes et racistes », affichée dans 150 à 200 commerces indépendants affirmant leur refus des discours de haine.

La seconde visait à dénoncer les établissements complices, concentrée sur le port et l'espace public.

Contrairement aux réactions ponctuelles du passé, ces assemblées veulent durer et s'ancrer dans la lutte quotidienne.

Le soutien du G.A.R.B.A.

L'existence préalable du collectif Groupe d'Antifascistes Révolutionnaires Brest et Alentours (GARBA) a été une ressource précieuse.

Malgré un démarrage lent, il a offert un appui matériel et communicationnel décisif, diffusant communiqués et appels bien au-delà de Brest.

GARBA reste le seul collectif public faisant le lien entre militant-es, journalistes et organisations.

Il interpelle aujourd'hui le Stade Brestois pour qu'il prenne clairement position, rappelant que la tolérance face aux fachos, c'est déjà de la complicité.

Les tribunes doivent être antiracistes !

Quelles suites ? S'ancrer à Brest

L'enjeu majeur est de sortir du cadre « guérinois » et de toucher toute la population brestoise.

Une commission « Festival antifasciste/antiraciste : Brest ouverte et solidaire » prépare un

mois d'événements début 2026 dans les quartiers populaires : débats, concerts, moments festifs pour diffuser les idées antiracistes et antifascistes.

Ce festival, prévu avant les municipales, aura une portée politique : rappeler que, même si la percée du RN paraît improbable à Brest, la Bretagne reste dans leur viseur.

Coordination régionale

Grâce aux liens entre collectifs bretons et GARBA, l'assemblée brestoise s'ancre désormais dans une coordination régionale.

Lors de l'AG antifasciste de Saint-Brieuc (11 octobre), plusieurs actions ont été décidées :

- mobilisation en cas de dissolution du gouvernement ;
- rassemblements antifascistes coordonnés début décembre.

La prochaine AG régionale se tiendra à Brest le 22 novembre, signe de la place prise par la ville dans le mouvement.

Que faire des agressions ?

Malgré l'élan, les violences continuent : une nouvelle agression homophobe a eu lieu le 10 octobre, suivie d'un rassemblement d'une centaine de personnes sur le port.

Les agresseurs doivent désormais être identifiés et confrontés pour qu'ils ne puissent plus frapper.

L'élargissement de la lutte antifasciste : une espérance contre la peste brune

Nous sommes convaincu-es que la lutte antifasciste a besoin d'espaces ouverts et rejoignables, qui peuvent s'articuler habilement avec des collectifs antifascistes plus fermés.

Ils permettront de débattre avec le plus grand nombre des grandes orientations stratégiques que la période nous impose.

Les récents événements nous ont permis de nous regrouper et d'agir, de prendre conscience de notre force collective, de nous donner la confiance que nous pouvons et devons nous organiser à la base et dans la durée !

Certain-es craignent que l'assemblée s'essouffle, mais chaque semaine encore, des dizaines de personnes reviennent, dont beaucoup de personnes néo-militantes.

Elles nous rappellent l'évidence : ce n'est que par la pratique et la mise en commun que nous gagnerons.

LOUP (A2C BREST)



COMMENT VAINCRE LE FASCISME : TROTSKY ET LA STRATÉGIE DU FRONT UNIQUE



Le danger fasciste est toujours bien réel et s'incarne en France autour d'un parti, le RN.

Il est autonome de la bourgeoisie, il y a donc besoin d'une lutte spécifique pour l'abattre..

Dans des textes écrits entre 1930 et 1933¹, Trotsky s'adresse aux communistes qui minimisent le danger du parti nazi, et les enjoint à créer un front unique pour le vaincre. Mobiliser ces écrits aujourd'hui permet d'articuler finement analyses de l'État bourgeois et du pouvoir fasciste d'un côté, et stratégie antifasciste et révolutionnaire de l'autre.

Etat bourgeois et pouvoir fasciste

Le fascisme émerge dans une crise politique : quand la bourgeoisie ne peut plus gouverner par la démocratie parlementaire. Il a une tâche : « maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée ».

Le fascisme, comme la démocratie parlementaire, est un mode d'exercice du pouvoir de la grande bourgeoisie. Mais leur nature diffère.

Dans la démocratie parlementaire, la bourgeoisie s'appuie sur la classe ouvrière, rendue passive par les institutions de l'État. Sous le fascisme, elle s'appuie sur la petite bourgeoisie, cette fois active, pour briser toutes les formes d'organisation de notre classe, des plus modérées aux plus radicales.

Enfin, le fascisme naît aussi de la faiblesse du camp des révolutionnaires, dont la mauvaise stratégie laisse les fascistes s'organiser et se renforcer.

Le front unique, la seule stratégie possible contre le fascisme

Pour faire face à cette faiblesse, Trotsky insiste sur la nécessité du front unique pour abattre le fascisme.

Ses caractéristiques :

- Nécessité tactique. Il faut comprendre que l'État bourgeois produit le fascisme, mais agir dans l'ordre. Abattre d'abord le fascisme qui menace nos capacités d'organisation, puis s'attaquer au système qui le produit.

- Unité d'action, pas électorale. Elle doit allier les bases militantes, réformistes et révolutionnaires, autour de l'objectif de détruire ensemble les possibilités d'organisation des fascistes. La limiter à une alliance entre directions ne mènera pas à l'unité d'action nécessaire.

- Caractère temporaire. Quand l'objectif est atteint, alors l'alliance avec les directions cesse.

Transformer la tactique défensive du front unique en stratégie révolutionnaire

Cette stratégie ne consiste pas seulement à additionner des forces contre les fascistes. Elle permet aux révolutionnaires de montrer, à la majorité réformiste de notre classe, que les solutions de leurs directions ramèneront toujours à la crise politique puis au fascisme.

C'est dans l'action collective, dans ce front unique qu'on peut démontrer la supériorité d'une stratégie révolutionnaire et gagner à notre camp des militant·es réformistes.

Il faut éviter 2 erreurs :

1/ Le radicalisme hors sol proposant une alliance sur des bases si radicales que le camp des réformistes ne pourrait l'accepter. Il faut s'allier sur des bases communes minimales.

2/ La dilution dans le front unique qui ferait de l'alliance un but en soi et ferait perdre l'objectif révolutionnaire à mener au sein du front unique. La méthode : «Marcher séparément, frapper ensemble» pour garder l'indépendance politique malgré l'alliance.

Ces textes convainquent que le front unique est à la fois une nécessité pour abattre le fascisme, et une possibilité de porter des stratégies révolutionnaires.

Et les centaines de milliers dans la rue contre le RN en juin 2024 nous le confirment : notre classe est antifasciste. À nous d'être à l'initiative dès aujourd'hui, et de nous saisir des municipales à venir pour affaiblir le camp des fascistes, et renforcer le nôtre.

LOU (A2C MARSEILLE)

¹. Comment vaincre le fascisme, Léon Trotsky, éditions de La Brèche, 2021, disponible en ligne sur marxists.org

DU PLAN TRUMP AU PLAN MACRON, À BAS L'IMPÉRIALISME ET VIVE LA PALESTINE LIBRE !

Les guerres successives et les massacres de toute part sont la démonstration d'un système capitaliste montrant ses faces les plus mortifères. Loin d'un néolibéralisme heureux, l'actualité rappelle que la guerre est inhérente au capitalisme.

Tension impérialiste dans le monde

La notion d'impérialisme développée au début du siècle dernier peut nous aider à comprendre la période actuelle, ainsi qu'à analyser les tentatives de plan de paix à Gaza proposées par le binôme franco-saoudien à l'ONU. La caractéristique principale de l'impérialisme réside dans la dépendance mutuelle et dialectique entre l'État et le capital. Chaque État est lié à ses capitalistes, et chaque capitaliste dépend de son État - notamment pour la protection de ses propriétés, assurée par la police - mais aussi pour l'appuyer dans ses négociations à l'étranger, pouvant aller jusqu'à la conquête de terrains et de ressources par la guerre¹.

Les États-Unis sont encore aujourd'hui, et ce depuis la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la puissance impérialiste la plus avancée. Pendant de longues années, ils n'ont connu aucun rival de taille. Ils ont ainsi pu profiter de cette hégémonie d'un point de vue économique, mais aussi pour asseoir leur domination et leurs intérêts un peu partout dans le monde.

Pour autant, la situation a évolué ces dernières années avec la croissance économique, mais aussi militaire, de la Chine. Cette nouvelle configuration modifie les rivalités internationales. Claude Serfati le formule ainsi :

« À cet égard, la comparaison souvent faite avec l'antagonisme États-Unis – URSS au cours de la guerre froide est trompeuse, car l'URSS était en fait peu intégrée dans les circuits de l'économie mondiale et la compétition était essentiellement militaire. Ce qui donne toute son ampleur à la rivalité américano-chinoise, c'est que concurrence économique et conflit géopolitique surgissent en même temps². »

Dans cette rivalité, l'objectif principal des États-Unis est la défense de leurs intérêts et la préservation de leur hégémonie. Plus encore, cette rivalité régit en grande partie les relations internationales et oblige chaque État à se positionner.

Condamner l'impérialisme français ne suffira pas à l'éteindre d'un claquement de doigts. Nous devons œuvrer à l'élargissement du mouvement de soutien à la Palestine, notamment dans nos syndicats

Cela explique les taxes imposées récemment par les États-Unis à la Chine, mais aussi à l'Europe. Bien qu'il s'agisse de leurs alliés principaux, la défense de leurs propres intérêts prime.

Cette hégémonie aujourd'hui contestée oblige les États-Unis à se concentrer davantage sur le rival chinois, et les pousse à ne pas s'enliser éternellement dans le maintien de leur position sur les fronts ukraino-russe et moyen-oriental. C'est dans ce sens qu'il faut lire les tentatives de Trump de "paix" dans ces deux régions et, pour Gaza, une "paix" où il affirme haut et fort son soutien à Israël, qui, plus que jamais en cette période de crise et de rivalité impérialiste, doit servir de chien de garde des puissances occidentales dans la région.

Le plan Franco-Saoudien

C'est dans ce contexte de rivalité inter-impérialiste que s'insère le plan franco-saoudien pour la "paix" à Gaza, présenté à l'ONU. Nous pouvons tirer quelques hypothèses des objectifs de ce plan. La France, partie prenante de l'OTAN, est du côté d'Israël et des

États-Unis. Pour autant, la France est dans une contradiction. Si son alliance à l'OTAN est primordiale, elle sait aussi que la période d'instabilité actuelle ainsi que le déclin continu de son ancien empire colonial l'obligent à prendre les devants pour conserver sa légitimité internationale et protéger avant tout l'intérêt des capitalistes français.

Le plan franco-saoudien est un moyen de participer à la longue histoire de la reconnaissance d'Israël tout en gardant une forme de respectabilité, notamment vis-à-vis des instances internationales. En effet, le plan présenté comme une alternative aux 20 points pour Gaza proposés par Trump, cherche à apparaître comme plus attentif aux droits des Palestiniens, en remettant la question de la reconnaissance de l'État palestinien dans les discussions. Le plan trouve même

un écho dans une partie de la gauche française, qui se rassure dans l'idée de la solution à deux États. Or, nous ne le rappellerons jamais assez : la solution à deux États - avec d'un côté un État colonisateur et génocidaire, et de l'autre un peuple génocidé sur ses propres terres - ne sera jamais une solution³. Le plan est aussi un moyen d'appuyer Mahmoud Abbas en le félicitant pour ses engagements en faveur d'un « règlement pacifique de la situation » et de son « rejet constant de la violence et du terrorisme⁴ ». Dans le même sens, la France se félicite ainsi que : « Pour la première fois, un texte adopté par l'ONU condamne les attaques du 7 octobre 2023 commises par le Hamas et appelle à son désarmement ainsi qu'à son exclusion de la gouvernance de Gaza⁵ ». Ce plan paternaliste choisit donc le futur dirigeant, les partis autorisés et la forme de la résistance palestinienne.

Le duo félicite également l'Autorité palestinienne pour avoir mis sous contrôle de l'UE ses programmes scolaires ou encore pour avoir supprimé les allocations familiales aux prisonniers palestiniens. Cette ingérence dans la politique économique, sociale et éducative de la Palestine montre, sans aucune illusion, que l'intervention des chefs d'État français et saoudien poursuit avant tout leurs propres intérêts.

Malgré tout cela, en se présentant comme l'aile « raisonnable » du bloc occidental, la France et l'Arabie saoudite tentent d'entraîner des États qui ne reconnaissent pas encore Israël et de montrer qu'au-delà des États-Unis, la France peut participer à l'organisation du monde. En apparaissant comme un interlocuteur raisonnable, elle se positionne stratégiquement et peut mettre en avant les intérêts économiques qu'elle cherche à défendre. Elle espère, en participant à pacifier la région, permettre prochainement des relations commerciales bénéfiques pour les capitalistes français.

Enfin, pour la France et l'Arabie saoudite, le plan franco-saoudien peut être un moyen de rappeler aux États-Unis qu'ils ne peuvent pas se permettre de prendre unilatéralement des décisions sans prendre en compte leurs alliés. En effet, la reconnaissance arrive juste après les différentes augmentations de taxes douanières imposées par les États-Unis à ses concurrents alliés. Dans la même dynamique, il s'intègre dans un contexte où l'Arabie saoudite se lie, par exemple, au Pakistan pour sa sécurité et, en même temps, met la normalisation de ses relations avec l'Iran sous la surveillance de la Chine⁶. Pour autant, il ne faut pas amplifier les tensions ni les possibles renversements d'alliances. Même si l'instabilité pousse à des choix différents, « le fait que les États-Unis, Israël et leurs alliés s'y soient opposés souligne seulement leur désaccord tactique sur les moyens à utiliser pour éradiquer la cause palestinienne⁷ ».

Combattre l'impérialisme

La crise et le niveau de tension inter-impérialiste actuel nous rappellent l'urgence d'agir pour mettre fin au génocide et se battre pour une Palestine libre, de la mer au Jourdain. Le soutien à la résistance du peuple palestinien est aujourd'hui encore essentiel. Nous devons aussi dénoncer l'impérialisme français en Palestine et dans la région. Plus largement, le soutien à la



Emmanuel Macron et Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, à l'Élysée le 11 novembre 2025

Palestine doit nous amener à dénoncer la militarisation constante et le chemin vers une guerre généralisée que suivent les États impérialistes.

Pour autant, condamner l'impérialisme français ne suffira pas à l'éteindre d'un claquement de doigts. Nous devons œuvrer à l'élargissement du mouvement de soutien à la Palestine, notamment dans nos syndicats, pour rappeler que c'est ensemble que les travailleurs et travailleuses du monde détiennent le pouvoir de tout changer. Le 28 novembre, les syndicats italiens appellent de nouveau à une journée de grève pour soutenir la résistance palestinienne et dénoncer le génocide. Nous devons faire en sorte que ces grèves internationales trouvent un écho en France et que puisse surgir ici aussi une réponse massive des travailleurs et travailleuses par la grève.

Du plan Trump au plan franco-saoudien, la Palestine subit une pression constante des États impérialistes, qui cherchent à tirer profit du génocide et de la colonisation. Face à cette situation, dénoncer et combattre nos impérialismes est primordial.

YASSINE (A2C MARSEILLE)

1 - Article de Jad Guerres qui reviennent pour plus d'information sur l'impérialisme.

2 - Claude Serfaty, "Un monde en guerres", Broché, 2024

3 - <https://www.chroniquepalestine.com/reconnaissance-etat-palestinien-manoeuvre-contre-peuple-palestinien/>

4 - <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-palestine/actualites-et-evenements/2025/article/conference-internationale-pour-la-mise-en-oeuvre-de-la-solution-des-deux-etats>

5 - <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-palestine/actualites-et-evenements/2025/article/israel-palestine-adoption-par-l-onu-de-la-declaration-de-new-york-sur-la>

6 - <https://orientxxi.info/magazine/arabie-saoudite-pakistan-un-pacte-qui-detonne.8555>

7 - <https://www.chroniquepalestine.com/reconnaissance-etat-palestinien-manoeuvre-contre-peuple-palestinien/>

CONTRE LEUR MARCHE À LA GUERRE : GROUPONS-NOUS !

« Comme le disait l'écrivain français Anatole France au moment de la Première Guerre mondiale : « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels ». Des millions de personnes sont mortes à cette époque, et c'est ce qui se reproduira si nous ne mettons pas fin à ce bellicisme et au réarmement. La classe dirigeante européenne mène déjà une guerre par procuration en Ukraine et soutient le génocide israélien contre le peuple palestinien. »

Ceci est un extrait d'un appel international « Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! », dans le cadre duquel un meeting s'est tenu le 5 octobre à Paris. Organisé principalement par le POI, 4 500 personnes ont participé - militant·es politiques, militant·es pour la Palestine, syndicalistes - preuve que l'objectif de construction d'un mouvement anti-impérialiste et internationaliste rencontre un écho important.

De nombreuses interventions de militant·es de différents pays se sont succédées durant 3 heures. Compte-tenu des arguments qui dominent en France, nous trouvons utile d'en mettre en avant quelques-unes.

D'abord, les interventions conjointes d'une militante russe et d'un militant ukrainien, regroupés au sein d'un collectif, « La paix par en bas », pour s'opposer à la guerre. À rebours de l'approbation de l'envoi toujours plus important d'armes en Ukraine. À ce sujet, nous conseillons l'écoute d'une introduction à une discussion que nous avons organisée récemment : « Pourquoi il faut s'opposer à l'intervention de la France en Ukraine. »

Renforcer les mobilisations à la base, en lien avec la classe ouvrière organisée

L'intervention d'un coordinateur national de Potere al Popolo ! en Italie. Cette intervention était attendue, puisque le 22 septembre une grève générale contre le génocide à Gaza y a réuni plus d'un million de personnes. Maurizio Coppola explique comme cela a été rendu possible : « Sans la résistance palestinienne, tout cela aurait été impossible ». Depuis le 7 octobre 2023, il y a eu « une accumulation incroyable des forces, produit du travail militant de chacun·e, qui descendait dans la rue, faisait des tractages, occupait les universités, faisait même des petites actions avec 30 personnes. Parfois on se dit que ça ne sert à rien mais ça sert à quelque chose, la preuve c'est la grève générale du 22 septembre et du 3 octobre ! ». Mais si un saut qualitatif a

La grève en Italie démontre qu'on doit insister pour renforcer le syndicat de base et en même temps faire pression sur les syndicats confédéraux pour qu'ils prennent une position juste



« Bloquons la Sapienza (université de Rome), arrêtons la machine de guerre », grève du 22 septembre, Rome (Italie)

pu s'opérer, c'est « grâce à l'entrée en scène de la classe ouvrière organisée ». Les dockers ont été capables de « lier une question internationale aux questions sociales du pays ». Et il revient sur un débat qu'il a avec les militant·es en France : « tout ce qui a été construit est le résultat des syndicats de base [USB], qui n'est pas un syndicat confédéral. Le principal syndicat, la CGIL, a même essayé de boycotter la grève du 22 septembre. Cela démontre qu'on doit insister pour renforcer le syndicat de base et en même temps faire pression sur les syndicats confédéraux pour qu'ils prennent une position juste ».

Prendre des initiatives coordonnées à l'échelle internationale.

La dernière intervention, celle d'un des fondateur·rice·s de la coalition Stop the War en Angleterre, mérite également le détour. Cette coalition est née au début des années 2000 pour s'opposer à la guerre en Irak. John Rees a proposé de prendre une initiative du type de celle du 15 février 2003 contre la guerre en Irak, qui a rassemblé à travers le monde un nombre de manifestant·e·s jamais vu dans l'histoire.

Mais pourtant, le cadre organisateur du meeting ne propose à l'arrivée aucune perspective d'action, hormis une nouvelle réunion à Londres en juin 2026. On imagine donc qu'il y a des blocages importants, et que parvenir à organiser une initiative de cette ampleur est une bataille, comme ce fut le cas pour celle de 2003.

LES CAMARADES D'A2C PRÉSENT·ES.

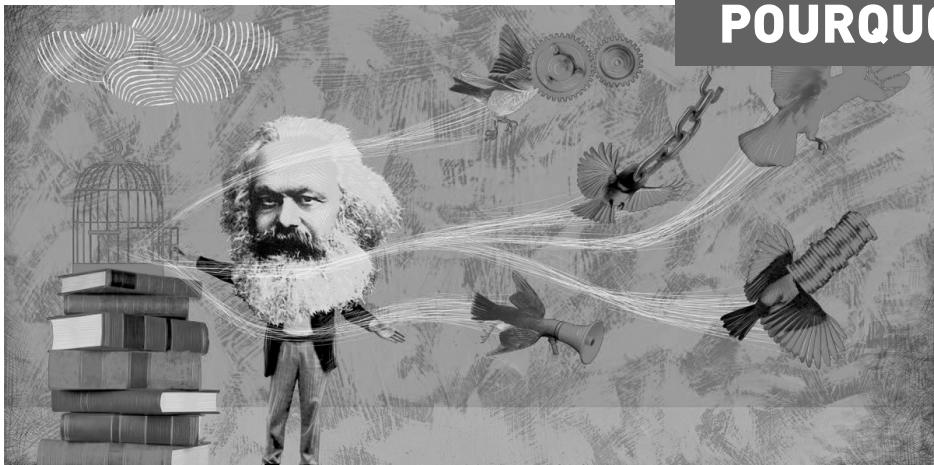
1 - À l'inverse, nous ne pensons pas que la libération de la Palestine viendra de l'unité entre israéliens et palestiniens, ce que le choix des orateurs laisse entendre, avec une militante israélienne présente à la tribune. Lire à ce sujet « Pourquoi la classe ouvrière israélienne n'a pas intérêt à la fin de l'apartheid », disponible sur notre site.



Video : Les interventions du meeting antiguerre du 05 octobre



Audio : Pourquoi il faut s'opposer à l'intervention de la France en Ukraine



LA THÉORIE DE LA VALEUR

Le Capitalisme est le règne de la marchandise : on n'y produit pas des biens pour satisfaire des besoins mais pour pouvoir les échanger sur le marché et en tirer un profit. Pourquoi 10 paires de lacets, une enceinte bluetooth bas-de-gamme ou un rouge à lèvre sont-ils interchangeables ? D'où vient ce profit et par quels mécanismes les capitalistes tentent-ils de l'augmenter ? Quelles sont les conséquences de cette quête du profit pour l'entièreté du système de production ? L'économie bourgeoise s'échigne à justifier l'état du marché économique par la loi de l'offre et de la demande. À rebours de cette rengaine, Chris Harman, militant révolutionnaire, nous présente la théorie de la valeur.

Mais les machines, le capital produisent des marchandises aussi bien que le travail. Ainsi, il est juste que le capital, tout comme le travail, obtienne une part des richesses produites. Chaque « facteur de production » doit avoir sa récompense.

C'est comme cela que répond quelqu'un à qui on a appris un petit peu d'économie pro-capitaliste, à l'analyse marxiste de l'exploitation et de la plus-value. Et à première vue, l'objection semble se tenir. Car, assurément, on ne peut produire de richesse sans capital. Les marxistes n'ont jamais dit le contraire. Mais notre point de départ est bien différent. Nous commençons par demander : d'où vient le capital ? Comment les moyens de production sont apparus pour la première fois ?

La réponse n'est pas difficile à trouver. Tout ce que les humains ont utilisé, au cours de l'histoire, pour créer des richesses - que ce soit une hache de pierre néolithique ou un micro-ordinateur - a, à un moment, été créé par du travail humain. Même si on a eu besoin d'outils pour faire la hache, ces outils viennent d'un travail précédent.

C'est pourquoi Karl Marx parlait, au sujet des moyens de production, « de travail mort ». Alors que les hommes d'affaires se vantent du capital qu'ils possèdent, en réalité, ils se vantent d'avoir acquis le contrôle d'une vaste chaîne de travail de générations précédentes - ce qui ne veut pas dire du travail de leurs ancêtres, qui ne travaillaient pas plus qu'eux maintenant.

L'idée que le travail est la source des richesses - souvent appelée la « théorie de la valeur » - n'est pas une découverte originale de Marx. Tous les

grands économistes pro-capitalistes avant lui l'avaient acceptée.

Des personnes, comme l'économiste écossais Adam Smith ou l'économiste anglais David Ricardo, l'avaient écrit quand le système du capitalisme industriel était encore jeune - peu avant et peu après la Révolution française. Les capitalistes ne dominaient pas encore et devaient connaître la source réelle de leur richesse s'ils devaient un jour dominer. Smith et Ricardo servirent leurs intérêts en leur montrant que le travail créait la richesse, et pour construire leurs richesses, ils avaient besoin de « libérer » le travail du joug des anciens dirigeants pré-capitalistes.

Mais il ne fallut pas attendre longtemps pour que des penseurs proches de la classe ouvrière commencent à retourner l'argument contre les amis de Smith et Ricardo : si le travail crée la richesse, alors le travail crée le capital. Et les « droits du capital » ne sont rien de plus que les droits du travail usurpé.

Rapidement, les économistes qui soutenaient le capital décidèrent que la théorie de la valeur était sans fondement. Mais si vous creusez un peu plus leurs arguments, elle revient sans cesse sous une forme ou une autre.

Allumez la radio. Écoutez-la assez longtemps, et vous entendrez quelqu'un vous expliquer que, ce qui ne va pas dans l'économie française, c'est que « les gens ne travaillent pas assez dur » ou, et c'est une autre manière de le dire, que « la productivité est trop faible ». Ne cherchons pas, un instant, à savoir si ces arguments tiennent la route ou pas. Regardez plutôt la façon dont ils sont présentés. Ils ne disent jamais « les machines ne travaillent pas assez dur ». Non, c'est toujours les gens, les travailleurs.

Ils prétendent que, si seulement les travailleurs travaillaient plus dur, plus de richesses pourraient être créées, et que cela permettrait de faire de nouveaux investissements dans de nouvelles machines.

Ceux qui se servent de ce genre d'arguments l'ignorent sûrement, mais ils affirment que plus de travail créera plus de capital. Le travail est la source des richesses.

Supposons que j'ai un billet de 50 euros dans ma poche. Quelle utilité cela a pour moi ? Après tout, ce n'est qu'un morceau de papier. Sa valeur réside dans le fait que je pourrai obtenir, en échange, quelque chose d'utile qui a été fabriqué par le travail de quelqu'un d'autre. Le billet de 50 euros n'est, en fait, que le droit de disposer des produits d'une certaine quantité de travail. Deux billets de 50 euros seront le droit de disposer des produits de deux fois cette quantité et ainsi de suite.

Quand nous mesurons la richesse, nous mesurons, en fait, la quantité de travail qui a été nécessaire pour la créer.

Bien sûr, tout le monde ne produit pas la même quantité, dans un temps donné. Si j'essayais, par exemple, de faire une table, cela me prendrait, peut-être, cinq à six fois plus de temps qu'un charpentier. Mais personne, sain d'esprit, ne me la paiera cinq à six fois le prix de celle faite par le charpentier. On estimera, plutôt, sa valeur suivant la quantité de travail fournie par le charpentier, pas par moi.

Supposons qu'il faut une heure à ce charpentier pour faire une table, on dira alors que la valeur de la table est équivalente à une heure de travail. Ce sera le temps de travail nécessaire pour la fabriquer, compte tenu du niveau moyen de technologie et des compétences de la société.

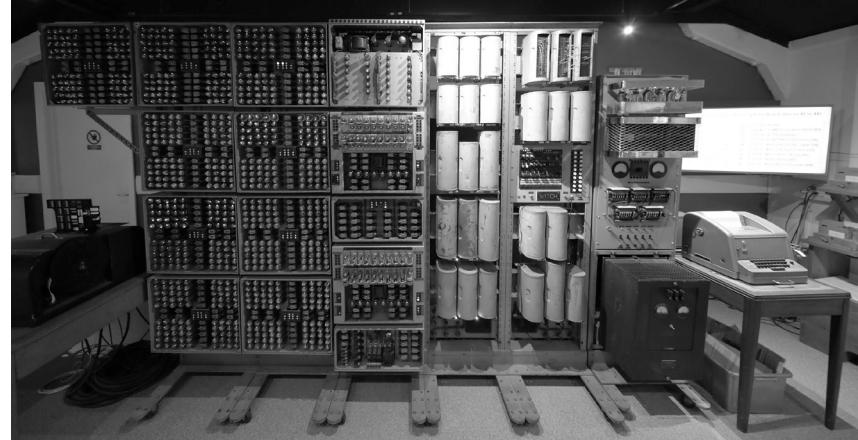
C'est pour cette raison que Marx insistait sur le fait que la valeur de quelque chose n'était pas, simplement, le temps que cela prenait à un individu pour le faire, mais le temps que cela prendrait à un individu travaillant avec le niveau de technologie moyen et les compétences moyennes - il appela ce temps moyen de travail, « le temps de travail socialement nécessaire ». Ce point est essentiel, car sous le capitalisme, des améliorations technologiques se produisent constamment, ce qui veut dire qu'il faut de moins en moins de temps pour produire.

Par exemple, quand les radios étaient faites avec des lampes, elles étaient très chères, parce qu'il fallait vraiment beaucoup de temps pour fabriquer les lampes, pour les brancher etc. Puis, le transistor fut inventé, qui pouvait être fabriqué et assemblé en beaucoup moins de temps. Soudainement, les travailleurs qui continuaient

Rapidement, les économistes qui soutenaient le capital décidèrent que la théorie de la valeur était sans fondement.

à produire des lampes pour radios, virent le prix de ce qu'ils produisaient dégringoler, car la valeur des radios n'était plus déterminée par le temps de travail nécessaire pour les faire avec des lampes, mais celui pour les faire avec des transistors.

Un dernier point. Les prix de certaines choses varient grandement - jour après jour ou semaine après



Le premier ordinateur, construit en 1949

semaine. Ces changements peuvent provenir de plusieurs raisons autres que la baisse du temps nécessaire pour les produire.

Quand le gel tua tous les plants de café au Brésil, le prix du café explosa, parce qu'il y avait pénurie dans monde et que les gens étaient prêts à payer plus. Si, demain, une catastrophe quelconque venait à détruire tous les téléviseurs en France, il ne fait aucun doute que le prix des télévisions exploserait de la même façon. Ce que les économistes appellent « l'offre et la demande » explique de telles variations dans le prix.

Pour cette raison, beaucoup d'économistes pro-capitalistes prétendent que la théorie de la valeur est sans fondement. Ils disent que seules l'offre et la demande importent. C'est cela qui est sans fondement. Ils oublient que lorsque les prix varient, ils varient autour d'une valeur moyenne. La mer monte ou descend à cause des marées, mais cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas parler d'un point fixe autour duquel elle bouge, que nous appelons, d'ailleurs, le niveau de la mer.

De la même manière, le fait que les prix montent ou baissent, quotidiennement, ne signifie pas qu'il n'y a pas de valeurs fixes autour desquelles ils varient. Ainsi, si tous les téléviseurs étaient détruits, les premiers fabriqués seraient très demandés et très chers. Mais, il ne faudrait pas attendre longtemps pour qu'il y en ait de plus en plus sur le marché, en concurrence les uns les autres, ce qui inévitablement baisserait les prix, jusqu'à atteindre leur valeur en termes de travail nécessaire pour les fabriquer.

Compétition et accumulation

Il fut un temps où le capitalisme semblait être un système dynamique et progressiste. Pendant la plus grande partie de l'histoire humaine, les vies de la plupart des hommes et des femmes ont été dominées par l'esclavage et l'exploitation. Le capitalisme industriel, lorsqu'il fit son apparition

au XVIII^e et XIX^e siècles, ne changea rien de tout cela. Cependant, il semblait mettre cet esclavage et cette exploitation à profit pour un but utile. Plutôt que de gaspiller des montagnes de richesses pour le luxe de quelques parasites aristocrates, plutôt que de construire de fastueuses tombes pour des monarques décadés, plutôt que d'encencher de futiles guerres pour que le fils d'un empereur puisse gouverner un trou perdu, il utilisa les richesses pour construire les moyens qui permettent de produire encore plus de richesses. L'essor du capitalisme fut une période de croissance de l'industrie, des villes et des moyens de transport, à une échelle inimaginable pour les générations passées.

Aussi étrange que cela peut être de nos jours, des villes comme Lille, Lyon et certaines banlieues de Paris étaient des endroits miraculeux. L'humanité n'avait jamais vu autant de coton et de laine brute se transformer, aussi rapidement, en vêtements pour des millions de personnes. Cela ne venait pas de qualités particulières aux capitalistes. Ceux-ci étaient plutôt des gens nocifs, obsédés uniquement par les richesses qu'ils pouvaient récupérer en payant le moins possible pour le travail effectué.

Plusieurs classes dominantes antérieures leur avaient ressemblé, sous cet aspect, sans avoir à construire des industries. Mais les capitalistes étaient différents sur deux points importants. Le premier dont nous avons parlé - ils ne possédaient pas les travailleurs, ils les payaient à l'heure pour leur capacité à travailler, leur force de travail. Ils utilisaient des esclaves salariés, pas des esclaves. Ensuite, ils ne consommaient pas eux-mêmes les biens que les travailleurs produisaient. Le seigneur féodal vivait directement de la viande, du pain, du fromage et du vin produits par les serfs. Les capitalistes vivaient de la vente à d'autres personnes des biens produits par les travailleurs.

Cela donna au capitaliste individuel moins de liberté pour faire ce qu'il voulait que le possesseur d'esclaves ou le seigneur féodal. Pour vendre ses marchandises, il devait les produire au plus bas coût possible. Le capitaliste possédait l'usine et y était tout puissant. Mais il ne pouvait utiliser ce pouvoir comme il le souhaitait. Il devait s'agenouiller devant les impératifs de la compétition avec les autres usines.

Revenons à notre capitaliste préféré, M.Dupont. Supposons qu'une certaine quantité de coton produit dans son usine nécessite dix heures de travail pour sortir, mais que, dans une autre usine, cette quantité soit produite en cinq heures de travail. M.Dupont serait incapable d'obtenir, pour son produit, l'équivalent de dix heures de travail. Aucune personne sensée ne paierait ce prix, alors qu'il y a moins cher de l'autre côté de la rue.

Chaque capitaliste, qui voulait survivre dans les affaires, devait s'assurer que ses travailleurs travaillent le plus vite possible. Mais ce n'est pas tout. Il devait aussi s'assurer que ses travailleurs travaillent sur les machines les plus performantes, de telle sorte que leur travail produise autant de richesses en une heure que celui des autres travailleurs dans d'autres usines. Le capitaliste

qui voulait survivre devait posséder de plus en plus grandes quantités de moyens de production - ou, comme disait Marx, accumuler du capital !

La compétition entre les capitalistes créa un pouvoir, le système du marché, qui les tenait tous sous son emprise. Il les poussa à accélérer les cadences tout le temps et à investir sans arrêt dans de nouvelles machines (et, bien sûr, à avoir leur propre luxe à côté), et ils ne pouvaient se le permettre

qu'à condition de garder les salaires des ouvriers aussi bas que possible.

Marx écritit, dans son œuvre principale, *Le Capital*, que le capitaliste est un avare obsédé par l'acquisition incessante de plus en plus de richesses. Mais :

« Ce qui chez l'un paraît être une manie individuelle est chez l'autre l'effet du mécanisme social dont il n'est qu'un rouage. Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive. (...) »

Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! »

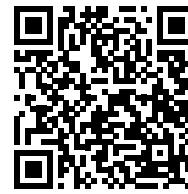
La production ne sert pas à satisfaire des besoins humains - mêmes ceux des capitalistes - mais elle sert à permettre à un capitaliste de survivre en concurrence avec un autre. Les travailleurs, employés par chacun d'eux, voient leurs vies dominées par la tendance qu'ont leurs employeurs à accumuler plus rapidement que leurs rivaux.

Comme le Manifeste du parti communiste l'explique :

« Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé... le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu qui travaille n'a ni indépendance, ni personnalité ». »

L'obligation pour les capitalistes d'accumuler, en concurrence les uns avec les autres, explique les grandes avancées industrielles des premières années du système. Mais quelque chose d'autre en résulta - les crises économiques à répétition. Les crises ne sont pas nouvelles. Elles sont aussi vieilles que le système lui-même.

CHRIS HARMAN



Cet article est extrait d'une brochure,
« Qu'est-ce que le marxisme », dont nous
vous conseillons la lecture :

Pourquoi avons-nous besoin de la théorie marxiste ? - Comprendre l'histoire - La lutte des classes - Les origines du capitalisme - La théorie de la valeur - Les crises économiques - La classe ouvrière - Comment peut-on changer la société ? - Comment les travailleurs deviennent-ils révolutionnaires ? - Le parti socialiste révolutionnaire - L'impérialisme et la libération nationale - Marxisme et féminisme - Le socialisme et la guerre



AUTONOMIE DE CLASSE

QUI SOMMES-NOUS ?

Autonomie de classe (A2C) est une organisation regroupant depuis 2016 des révolutionnaires de différentes localités qui s'investissent au quotidien et sur le long terme dans ce que nous nommons le mouvement.

Nous sommes des activistes qui refusons d'être des révolutionnaires sans révolution.

Nous nous reconnaissons comme marxistes dans le sens où nous pensons que la lutte de classe est toujours d'actualité, que l'émancipation des travailleur·ses sera l'œuvre des travailleur·ses elles et eux-mêmes. Cette lutte ne peut se résoudre que par une révolution menée par notre classe, donc par en-bas, par la base. Nous n'avons aucun espoir que l'État soit de notre côté, ni qu'il soit neutre ou modulable pour nos intérêts.

Articulation entre l'organisation et le mouvement

La révolution est une nécessité si nous ne voulons pas tomber dans la guerre, le fascisme, l'écrasement successif et fatal de pans entiers de la population. Les intellectuel·le·s ne font que "penser" la révolution. Pourtant, la formation théorique est lacunaire sans une pratique humble et volontaire. A l'inverse, nous pensons que l'implication au sein d'organisations de base n'est pas suffisante non plus pour avancer vers le renversement de la classe dirigeante, du capitalisme et des oppressions. D'où la nécessaire prise du recul pour formuler une stratégie, à partir des expériences vécues dans le mouvement.

Ce qui nous rassemble

Trajectoire du Capital

Comme d'autres, nous observons que le Capital a une trajectoire toujours plus raciste, autoritaire et antisociale, et que les États s'affrontent de plus en plus pour défendre les intérêts capitalistes et maintenir un niveau de profit toujours croissant. Les guerres sont là, les tensions s'exacerbent, les crises s'enchaînent et s'accentuent. La polarisation est de plus en plus forte. Dans le même temps, des millions de membres de notre classe font l'expérience de luttes âpres, déterminées, et veulent aller plus loin vers la solidarité, l'appropriation de nos vies et des moyens de production.

Quand nous disons « notre classe », c'est dans sa diversité de race, de genre, de capacité individuelle, de handicap, d'âge, de conscience politique. C'est toutes les personnes qui sont obligées de travailler pour pouvoir vivre, qui ont intérêt à rompre avec le capitalisme et à organiser une autre société sans exploitation et selon

nos besoins. Sans fétiche et en ayant conscience des contradictions qui la traversent et qui sont à résoudre, nous croyons que notre classe est la seule capable de changer l'organisation complète de la société dans le sens de l'émancipation de tous.

Centralité du racisme

Ensuite, et comme point de départ pour nos interventions politiques, nous considérons que notre intérêt ultime de classe – autrement dit la révolution – rend la lutte contre le racisme et pour l'unification de notre classe primordiale, aussi bien comme base du combat antifasciste que pilier de la lutte révolutionnaire.

Pour l'autonomie de notre classe

Ce qui nous rassemble, c'est aussi l'importance de se regrouper et d'agir, pour rompre avec le sentiment d'impuissance qui mène au désespoir. Nous défendons la primauté de la lutte de classes par en-bas, pour expérimenter notre prise sur le monde, pour (re)trouver la confiance et la conscience en la capacité de notre classe à organiser la société, à travers la grève mais pas seulement.

Et concrètement, comment ça se passe ?

Notre collectif s'organise actuellement en groupes locaux et en groupes de travail thématiques. Un groupe de coordination permet de faire le lien entre chacun d'eux et avec l'ensemble des camarades.

- Les Cahiers d'Autonomie de Classe existent depuis 2022. C'est une revue d'articles sur les mobilisations auxquelles nous participons ou d'apport théorique, qui comporte des marges. Sa vocation est l'élaboration d'arguments, de contre-arguments, la formation, le débat avec le mouvement.
- Les weekends de formation et de débat ont lieu à l'échelle régionale ou nationale. Les groupes de Paris, Rennes, Brest, Strasbourg, Toulouse, Marseille – en attendant d'autres villes ! – se réunissent également à l'échelle locale pour des débats, formations, arpétagages ou autres écoutes collectives.

Enfin, faire partie d'A2C, c'est participer à l'élaboration collective du groupe, soutenir son renforcement par le biais des cotisations, et s'impliquer dans le mouvement.

N'hésitez pas à nous rejoindre, lors d'une projection, d'une discussion publique ou à un week-end de formation !

19

NOVEMBRE 2025

EDITO

NOS LUTTES N'ONT PAS DE FRONTIÈRES

A2C, PAGES 3-4

POURQUOI CETTE REVUE, POURQUOI CE SOMMAIRE ?

LE GROUPE REVUE, PAGE 5

MOUVEMENT DU 10 SEPTEMBRE

LE SOCIALISME PAR EN BAS COMME VISION DE LA RÉVOLUTION

JAD BOUHAROUN (PARIS 18), PAGES 6-8

QUE VEUT DIRE MILITER ?

MAXIM (RENNES), PAGE 9

TOUT BLOQUER DANS LE SOCIAL : CONSTRUIRE LA GRÈVE PAR EN BAS !

INTERVIEW DE MARION, GABIN, JULIETTE
(MARSEILLE), PAGES 10-11

CONSTRUIRE L'ANTIRACISME DANS LE MOUVEMENT BLOQUONS TOUT, LA GRÈVE POLITIQUE EST POSSIBLE

HUGO (TOULOUSE), PAGES 12-13

PARIS 20È : PAS ENCORE DES CONSEILS OUVRIERS MAIS...

DENIS GODARD (PARIS 20), PAGE 14

FÉMINISME LE CONSENTEMENT ET LA LUTTE CONTRE LES VSS

MARIA MARTIN (RENNES), PAGES 15-17

LA GRÈVE FÉMINISTE

AUDIO, JULIETTE (MARSEILLE), PAGE 17

HOMOPHOBIE, BIPHOBIE : UN COMBAT CONTRE LE CAPITALISME ET LA FAMILLE

VICTOR MICHEL (BREST), PAGES 18-20

PRIDE DE MATTHEW WARCHUS

AHMED HAMMAD (TOULOUSE), PAGE 20

ANTIFASCISME BREST. LA RIPOSTE ANTIFASCISTE

LOUP (BREST), PAGES 21-22

COMMENT VAINCRE LE FASCISME : TROTSKY ET LA STRATÉGIE DU FRONT UNIQUE

LOU (MARSEILLE), PAGE 23

IMPÉRIALISME DU PLAN TRUMP AU PLAN MACRON, À BAS L'IMPÉRIALISME ET VIVE LA PALESTINE LIBRE !

YASSINE (MARSEILLE), PAGES 24-25

CONTRE LEUR MARCHE À LA GUERRE : GROUPONS-NOUS !

VANINA GIUDICELLI (PARIS 20), PAGE 26

POURQUOI IL FAUT S'OPPOSER À L'INTERVENTION DE LA FRANCE EN UKRAINE

ROSS HAROLD (PARIS 20), PAGE 26

POURQUOI LE MARXISME ? LA THÉORIE DE LA VALEUR

CHRIS HARMAN, PAGES 27-29

QUI-SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 30



WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS  A2C.RISEUP.NET  A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE  A2C.AUTONOMIEDECLASSE